



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 septembre 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 25th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940
31753 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12134-54)

American Lithium Company Ltd
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Maurice de Bellefeuille, courtier, Ephraïm Lebœuf, c.r., et Raymond Lebœuf, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "American Lithium Company Ltd" (No Personal Liability), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 200, rue St-Jacques, ouest, Chambre 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,

38075-o

C. E. CANTIN.

Letters Patent

(A.G. 12134-54)

American Lithium Company Ltd
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-fourth day of August, 1954, incorporating: Maurice de Bellefeuille, broker, Ephraïm Lebœuf, Q.C., and Raymond Lebœuf, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "American Lithium Company Ltd" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 200 St-James Street, West, Room 400, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,

38075

Deputy Attorney General.

(P.G. 12128-54)

Angle Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Moses Moscovitch, Ben Schecter, avocats, Irving L. Adessky, étudiant, et Magaret McMartin, fille majeure, commis, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de "Angle Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2125 rue Jean Talon, Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12128-54)

Angle Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1954, incorporating: Moses Moscovitch, Ben Schecter, advocates, Irving L. Adessky, student, and Margaret McMartin, spinster, clerk, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors under the name of "Angle Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each, and into 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at, 2125 Jean Talon Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12009-54)

**Army, Navy and Air Force,
Succursale 322**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1954, constituant en corporation sans capital-actions: "Army, Navy and Air Force, Succursale 322", déjà constituée en corporation le ou vers le 3 novembre 1953, en vertu des dispositions de la Loi des clubs de récréation, et ce, pour les objets suivants:

La récréation, l'instruction et le délassement de ses membres.

La valeur des biens immobiliers que pourra posséder la nouvelle corporation est de \$20,000.

Les premiers directeurs de la nouvelle corporation sont: Paul-Édouard Martin, shérif, Lucien Paradis, employé du C.N.R., et P. Roussel, commis, tous trois de Rivière-du-Loup, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Le siège social de ladite nouvelle corporation sera à Rivière-du-Loup, dit district.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075 C. E. CANTIN.

(A.G. 12009-54)

**Army, Navy and Air Force,
Succursale 322**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: "Army, Navy and Air Force, Succursale 322", previously constituted as a corporation on or about November 3th, 1953, under the provisions of the Amusement Clubs Act, and such, for the following purposes:

For the diversion, education and relaxation of its members.

The amount to which the value of the immoveable property which the new corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The first directors of the new corporation are: Paul Édouard Martin, Sheriff, Lucien Paradis, C.N.R. employee, and P. Roussel, Clerk, all three of Rivière du Loup, in the judicial district of Kamouraska.

The head office of the said new corporation will be at Rivière du Loup, said district.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12092-54)

Atlas Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, Luc Parent, avocats, de Montréal, Guillaume Geoffrion, avocat, de Westmount, et Guy Joyal, comptable, de Saint-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de textiles et autres substances semblables, leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Atlas Textiles Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

(A.G. 12092-54)

Atlas Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1954, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, Luc Parent, advocates, of Montreal, Guillaume Geoffrion, advocate, of Westmount, and Guy Joyal, accountant, of Saint-Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and other similar substances, their products and by-products, under the name of "Atlas Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-John, judicial district of Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12155-54)

Auberge du Boulevard Laurier Ltée
Boulevard Laurier Inn, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Charles Fournier, Jean-Paul Morin, hôteliers et Dame Madeleine Nadeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Morin, tous de Ste-Foy, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et garagistes, sous le nom de "Auberge du Boulevard Laurier Ltée" — "Boulevard Laurier Inn, Ltd.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12123-54)

Auto Radiator Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1954, constituant en corporation: Dame Marion Normandin, veuve, Claude Normandin, mécanicien et Irwin Gliserman, avocat, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'automobiles et de leurs accessoires, y compris le commerce de garagiste, sous le nom de "Auto Radiator Mfg. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12024-54)

Bartex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1954, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Frances Herscovitz, Mildred Brown, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en construction et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Bartex Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12155-54)

Auberge du Boulevard Laurier Ltée
Boulevard Laurier Inn, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1954, incorporating: Charles Fournier, Jean-Paul Morin, hotel-keepers, and Dame Madeleine Nadeau, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of Jean-Paul Morin, all of Ste-Foy, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, restaurant-keepers and garage-keepers under the name of "Auberge du Boulevard Laurier Ltée" — "Boulevard Laurier Inn, Ltd.", with a total capital stock of \$300,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each, and into 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12123-54)

Auto Radiator Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Dame Marian Normandin, widow, Claude Normandin, mechanic, and Irwin Gliserman, advocate, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and their accessories and to carry on the business of garage-keeper, under the name of "Auto Radiator Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12024-54)

Bartex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1954, incorporating: Milton Lower Klein, advocate, Frances Herscovitz, Mildred Brown, secretaries, filles majeures, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

The act as general building contractors and deal in building materials, under the name of "Bartex Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 50 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12014-54)

Beaurivage Gardens Ltd. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1954, constituant en corporation: Yvonne Bélanger, Gabrielle Cormier, toutes deux filles majeures et secrétaires, Arthur F. Garmaise, avocat, Brahm Eisenstat, étudiant, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de développement et de construction, sous le nom de "Beaurivage Gardens Ltd. Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12014-54)

Beaurivage Gardens Ltd. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1954, incorporating: Yvonne Bélanger, Gabrielle Cormier, both filles majeures and secretaries, Arthur F. Garmaise, advocate, Brahm Eisenstat, student, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a land, development and construction company, under the name of "Beaurivage Gardens Ltd. Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1954:

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12063-54)

Cambrai Theatre Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1954, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, avocats, tous deux de Westmount, Yvonne Bélanger et Roma Connolly, secrétaire filles majeures, toutes deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme propriétaires et gérants de théâtres, sous le nom de "Cambrai Theatre Co. Ltd.", avec un capital divisé en 300 actions Classe "A" sans valeur au pair ou nominale et en 300 actions Classe "B" sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12063-54)

Cambrai Theatre Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, advocates, both of Westmount, Yvonne Belanger and Roma Connolly, secretaries, spinsters, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as proprietors and managers of theatres, under the name of "Cambrai Theatre Co. Ltd.", with a capital stock divided into 300 Class "A" shares without nominal or par value and into 300 class 'B' without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12058-54)

Centre Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1954, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Sybil Schechter, fille majeure, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Centre Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominal.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12058-54)

Centre Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1954, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Sybil Schechter spinster, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments under the name of "Centre Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11888-54)

Classy Furniture & Television Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes, émises le onze août 1954, sous le nom de "Classic Furniture & Television Ltd.", de la manière suivante: partout où il apparaît dans le nom de cette compagnie, le mot "Classic" a été remplacé par le mot "Classy", de sorte que le nom de ladite compagnie doit se lire ainsi: "Classy Furniture & Television Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11816-54)

**Compagnie Canadienne des Eaux et de L'Ozone Ltée
Canadian Waterworks & Ozone Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1954, constituant en corporation: J.-Ernest Savard, agent de change, Berthold Mongeau, Hervé Desrosiers, industriels, Max de Novion, administrateur, Raymond Lette, avocat, conseil français, tous de Montréal, Léo Choquette, industriel, d'Outremont, René Duranleau, c.r., avocat, de l'Île Bigras, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'appareils servant à la purification des eaux de consommation et leur stérilisation par l'ozone, sous le nom de "Compagnie Canadienne des Eaux et de l'Ozone Ltée" — "Canadian Waterworks & Ozone Company Ltd.", avec un capital divisé en 4,000 actions privilégiées de \$25 chacune et en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12125-54)

Crown Tread Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1954, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, Ethel Yussem, Jean McFarlane et Ruth Belinsky, secrétaires, célibataires, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fils à coudre, sous le nom de "Crown Thread Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11888-54)

Classy Furniture & Television Ltd.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent issued on August eleventh, 1954, under the name of "Classic Furniture & Television Ltd.", in the following manner: where it appears in the name of the company, the word "Classic" has been replaced by the word "Classy", in order that the name of said company should read as follows: "Classy Furniture & Television Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11816-54)

**Compagnie Canadienne des Eaux et de L'Ozone Ltée
Canadian Waterworks & Ozone Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1954, incorporating: J.-Ernest Savard, exchange agent, Berthold Mongeau, Hervé Desrosiers, industrialists, Max de Novion, executive, Raymond Lette, advocate, French Counsellor, all of Montreal, Léo Choquette, industrialist, of Outremont, René Duranleau, Q.C., advocate, of Isle Bigras, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in apparatus to be used in the purification of drinking water and the sterilization of same by ozone, under the name of "Compagnie Canadienne des Eaux et de l'Ozone Ltée" — "Canadian Waterworks & Ozone Company Ltd.", with a capital stock divided into 4,000 preferred shares of \$25 each and into 10,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12125-54)

Crown Tread Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1954, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, advocates and Queen's Counsel, of Westmount, Ethel Yussem, Jean McFarlane and Ruth Belinsky, secretaries, spinsters of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal sewing thread under the name of "Crown Thread Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12036-54)

Don Sanders Transportation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1954, constituant en corporation: Don R. Sanders, camionneur, Wesley Hyndman Bradley, avocat et conseil en loi de la Reine et Jeannette Hugo, sténographe, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport et d'entreposage, sous le nom de "Don Sanders Transportation Ltd.", avec un capital divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12036-54)

Don Sanders Transportation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1954, incorporating: Don R. Sanders, trucker, Wesley Hyndman Bradley, advocate and Queen's Counselor and Jeannette Hugo, stenographer, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the transport and warehousing business, under the name of "Don Sanders Transportation Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Waterville, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 11935-54)

Eastern Electrical Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1954, constituant en corporation: George Rosengarten, marchand, Joseph R. Hoffman, avocat, tous deux de Montréal, et Max S. Kaufman, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, quincaillerie, moteurs, appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Eastern Electrical Supply Co. Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11935-54)

Eastern Electrical Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1954, incorporating: George Rosengarten, merchant, Joseph R. Hoffman, advocate, both of Montreal, and Max S. Kaufman, advocate of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, hardware, motors, electrical apparatus and accessories, under the name of "Eastern Electrical Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(P.G. 12076-54)

Épicerie de St-Félicien Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Rodolphe Lefebvre, marchand, Albéric Gagnon, agent d'assurance, et Claude Guy, secrétaire-trésorier, tous de Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'épicerie au détail, sous le nom de "Épicerie de St-Félicien Limitée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

(A.G. 12076-54)

Épicerie de St-Félicien Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1954, incorporating: Rodolphe Lefebvre, merchant, Albéric Gagnon, insurance agent, and Claude Guy, secretary-treasurer, all of Saint-Félicien, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate a grocery retail business, under the name of "Épicerie de St-Félicien Limitée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1. each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11945-54)

Excel Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1954, constituant en corporation: Gilles Cossette, Luc Cossette, avocats, et Yves Cossette, agent financier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagiste, sous le nom de "Excel Automobiles Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3865, rue Hochelaga, Montréal, - district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12071-54)

**Finco Incorporée
Finco Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1954, constituant en corporation: Pierre Brosseau, de Ste-Dorothée, Jean-J. Boucher, de Saint-Lambert, Georges Johnson, de Brosseau Station, Bernard Lachance, de Lachine, André Montgrain, de Montréal, tous comptables du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle et de placement, sous le nom de "Finco Incorporée — Finco Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 221, rue River, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12110-54)

**Garage Bergeron Limitée
Garage Bergeron Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Gérald Ryan, avocat, de Noranda, Simone Séguin et Denise Corriveau, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Bergeron Limitée — Garage Bergeron Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11945-54)

Excel Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1954, incorporating: Gilles Cossette, Luc Cossette, advocates, and Yves Cossette, financial agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of Garage-Keeper under the name of "Excel Automobiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 shares of \$1 each and into 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 3865 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12071-54)

**Finco Incorporée
Finco Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1954, incorporating: Pierre Brosseau, of St. Dorothée, Jean J. Boucher, of Saint Lambert, Georges Johnson, of Brosseau Station, Bernard Lachance, of Lachine, André Montgrain, of Montreal, all accountants, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a trust and investment company, under the name of "Finco Incorporée — Finco Incorporated", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 221 River Street, St. Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12110-54)

**Garage Bergeron Limitée
Garage Bergeron Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1954, incorporating: Gérald Ryan, advocate, of Noranda, Simone Séguin and Denise Corriveau, both secretaries, filles majeures, of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Bergeron Limitée — Garage Bergeron Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12118-54)

Garage Esterel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Jean-Louis Lahaie, garagiste, Cyrano LaRocque, mécanicien, Marius-A. Ruel, comptable, et Fernand Dupont, électricien, tous de Sainte-Marguerite du Lac Masson, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Garage Esterel Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite du Lac Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12069-54)

Gérard Pelletier & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Gérard Pelletier, mécanicien, Roger Pelletier et Roland Pelletier, électriciens, tous de Saint-Roch des Aulnais, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Gérard Pelletier & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean-Port-Joli, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11828-54)

Glass Sterilizers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août, constituant en corporation: Marcel Ducharme, technicien, Paul-Émile Salvas, ingénieur professionnel, Henri-Bruno Ledoux, vendeur, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et généralement exercer le commerce de machines à laver et de toute autre machinerie ou ameublement ou accessoire de restaurants, hôtels ou autres institutions légalement reconnues, sous le nom de "Glass Sterilizers Limited", avec un capital total de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12118-54)

Garage Esterel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1954, incorporating: Jean-Louis Lahaie, garage-keeper, Cyrano LaRocque, mechanic, Marius A. Ruel, accountant, and Fernand Dupont, electrician, all of Sainte-Marguerite du Lac Masson, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of garage-keepers, under the name of "Garage Esterel Inc.", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Marguerite of Lac Masson, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12069-54)

Gérard Pelletier & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1954, incorporating: Gérard Pelletier, mechanic, Roger Pelletier and Roland Pelletier, electricians, all of Saint-Roch des Aulnais, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To carry on the business of garage-keepers under the name of "Gérard Pelletier & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean-Port-Joli, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11828-54)

Glass Sterilizers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Marcel Ducharme, technician, Paul-Émile Salvas, professional engineer, Henri-Bruno Ledoux, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in washing machines and all other machinery or furnishings and accessories for restaurants, hotels or other legally recognized institutions under the name of "Glass Sterilizers Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12095-54)

Hallé & Duquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1954, constituant en corporation: Paul Désormeau, constructeur, Aline Ouellette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Désormeau, et Denise Désormeau, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, effets mobiliers, d'instruments de musique, de jouets, sous le nom de "Hallé & Duquette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11992-54)

Italian Fancy Leather Goods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1954, constituant en corporation: Alfred Zimmerman, avocat, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Julius Besnos, manufacturier, d'Outremont, Arthur Yanofsky, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles en cuir, nouveautés, vêtements, bijouterie, menus articles, marchandises à la verge et meubles, sous le nom de "Italian Fancy Leather Goods Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12154-54)

J. B. Laplante, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1954, constituant en corporation: Jean-Baptiste Laplante, industriel, Irène Laforest-Laplante, épouse séparée de biens de Jean-Baptiste Laplante et autorisée par lui aux fins des présentes, Georges LaRue, auditeur public, tous de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "J. B.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12095-54)

Hallé & Duquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1954, incorporating: Paul Désormeau, builder, Aline Ouellette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Désormeau, and Denise Désormeau, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture, household furnishings, musical instruments, toys, under the name of "Hallé & Duquette Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11992-54)

Italian Fancy Leather Goods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1954, incorporating: Alfred Zimmerman, advocate, Lillian Lazare, secretary, spinster, both of Montreal, Julius Besnos, manufacturer, of Outremont, Arthur Yanofsky, advocate of Ville St-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in leather articles, novelties, clothing, jewellery, smallwares, dry-goods and furniture, under the name of "Italian Fancy Leather Goods Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12154-54)

J. B. Laplante, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Jean Baptiste Laplante, industrialist, Irène Laforest-Laplante, wife separate as to property of Jean Baptiste Laplante and authorized by him for the purposes herein set forth, Georges LaRue, public auditor, all of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "J. B. Laplante

Laplante, Inc.", avec un capital total de \$50,000 divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12045-54)

Jean Talon Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1954, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil de la Reine, avodat, Georgette Hardy, ménagère, épouse séparée de biens de Pierre M. Singher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Albert Durand, mécanicien, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneurs généraux en construction et en plomberie, sous le nom de "Jean Talon Enterprises Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12104-54)

J. Marcel Jobin Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1954, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, Paul Lachance et André Levesque, tous avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction et de développement, sous le nom de "J. Marcel Jobin Development Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12120-54)

J. R. Gagnon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1954, constituant en corporation: J.-Roland Gagnon, hôtelier, Alphée Gagnon, commerçant, Laurette Plante-Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Roland Gagnon, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "J. R. Gagnon, Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de

Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12045-54)

Jean Talon Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Ben Bernstein, Queen's Counsel, advocate, Georgette Hardy housewife, wife separate as to property of Pierre M. Singher, and duly authorized by him for these present purposes and Albert Durand, mechanic, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and operate as general building and plumbing contractors, under the name of "Jean Talon Enterprises Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12104-54)

J. Marcel Jobin Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1954, incorporating: Sydney Lazarovitz, Paul Lachance and André Levesque, all advocates, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, building and development company, under the name of "J. Marcel Jobin Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12120-54)

J. R. Gagnon, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1954, incorporating: J.-Roland Gagnon, hotel-keeper, Alphée Gagnon, merchant, Laurette Plante-Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Roland Gagnon, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "J. R. Gagnon, Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common

\$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12188-54)

**La Corporation des Administrateurs
Professionnels
The Corporation of Professional
Administrators**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Roland-L. Ouellet, aviseur commercial, de Sillery, Jean-Paul Bédard, importateur, de Québec, et Gaston Godbout, officier de marine, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes, détentrices de diplômes universitaires en sciences commerciales, qui s'occupent de l'administration d'entreprises de tous genres, sous le nom de "La Corporation des Administrateurs Professionnels" — "The Corporation of Professional Administrators".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11958-54)

La Filature D'Amboise Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Joseph d'Amboise, Marie-Anne Moreau d'Amboise et Marius d'Amboise, tous industriels, de Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de coton, laine, filés et autres substances fibreuses, de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "La Filature d'Amboise Ltée", avec un capital total de \$125,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12133-54)

Lambert Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1954, constituant en corporation: Richard Lambert, comptable, Pierre Morin, courtier en assurance, et A.-Roland Lambert,

shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12188-54)

**La Corporation des Administrateurs
Professionnels
The Corporation of Professional
Administrators**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954 to incorporate as a corporation without share capital: Roland L. Ouellet, commercial advisor of Sillery, Jean-Paul Bédard, importer, of Quebec, and Gaston Godbout, marine officer, of Ste-Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To group into an association any persons holding a university diploma in commercial science, who deal in the administration of all kinds of enterprises, under the name of "La Corporation des Administrateurs Professionnels" — "The Corporation of Professional Administrators".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11958-54)

La Filature D'Amboise Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1954, incorporating: Joseph d'Amboise, Marie Anne Moreau d'Amboise and Marius d'Amboise, all industrialists, of Saint Pascal, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on the business and deal in cotton, wool, thread and other fibrous substances, the products and by-products thereof, under the name of "La Filature d'Amboise Ltée", with a total capital stock of \$125,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12133-54)

Lambert Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August 1954, incorporating: Richard Lambert, accountant, Pierre Morin, insurance broker, and A. Roland Lambert, accountant,

comptable, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, entreprendre tous et aucun des commerces d'entrepreneurs généraux pour la construction de bâtisses, sous le nom de "Lambert construction Ltée", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3999, avenue Vendôme, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12018-54)

Les Agences de Lévis Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1954, constituant en corporation: Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, Élizabéth Pennington, secrétaire, fille majeure de Québec, et André Gagnon, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la distribution de la bière, malt et autre produits du genre, sous le nom de "Les Agences de Lévis Ltée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12052-54)

Les Entrepôts Lévisiens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1954, constituant en corporation: Jules Côté, commerçant, Roland Hallé comptable, tous deux de Lévis et Paulin Michaud, notaire, de Bienville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'entreposage, sous le nom de "Les Entrepôts Lévisiens Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12017-54)

L.-P. Levègue & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1954, constituant en corporation: G. Stanley Sharpe, fiduciaire, Élizabéth V. McKeon, secrétaire, fille majeure, et Frank Cline, commis, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, the business of general building contractors for the erection of buildings and undertake one or more of the branches thereof, under the name of "Lambert Construction Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3999 Vendôme Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12018-54)

Les Agences de Lévis Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August 1954, incorporating: Thérèse Sirois, secretary, fille majeure, of Lauzon, Élizabéth Pennington, secretary, fille majeure, of Québec, and André Gagnon, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of distributing beer, malt and other similar products, under the name of "Les Agences de Lévis Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12052-54)

Les Entrepôts Lévisiens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1954, incorporating: Jules Côté, dealer, Roland Hallé, accountant, both of Lévis, and Paulin Michaud, notary, of Bienville, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the general business of warehousing under the name of "Les Entrepôts Lévisiens Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12017-54)

L.-P. Levègue & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1954, incorporating: G. Stanley Sharpe, trustee, Élizabéth V. McKeon, secretary, spinster, and Frank Cline, clerk, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

Exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de "L.-P. Levêque & Frère Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11988-54)

L. P. Tremblay Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1954, constituant en corporation: Louis-Paul Tremblay, entrepreneur, de Ville de Tracy, district judiciaire de Richelieu, Louis-Joseph Gauthier, comptable, et Jean Gauthier, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneur général en construction, sous le nom de "L. P. Tremblay Construction Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville de Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le seize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11994-54)

Ludovic Charest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1954, constituant en corporation: Ludovic Charest, entrepreneur, de Roch Forest, Rachel Roberge, Lise Braun, toutes deux secrétaires, filles majeures, et André Charest, agent d'immeubles, ces trois derniers de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur en construction, sous le nom de "Ludovic Charest Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 111, rue King, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août, 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12046-54)

Manoir de Lévis Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1954, constituant en corporation: Marcel Samson, hôtelier, Roger Kronstrom, avocat, tous deux de Lévis, et Édouard Laliberté, avocat, de Sainte-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

To carry on the grocer business, under the name of "L.-P. Levêque & Frère Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11988-54)

L. P. Tremblay Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August 1954, incorporating: Louis Paul Tremblay, contractor, of the Town of Tracy, judicial district of Richelieu, Louis Joseph Gauthier, accountant, and Jean Gauthier, advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in as general building contractor, under the name of "L. P. Tremblay Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Town of Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11994-54)

Ludovic Charest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Ludovic Charest, contractor, of Roch Forest, Rachel Roberge, Lise Braun, both secretaries, spinsters, and André Charest, real estate agent, the latter three of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on the business of building contractor, under the name of "Ludovic Charest Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 111, King Street, West, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12046-54)

Manoir de Lévis Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August 1954, incorporating Marcel Samson, hotel-keeper, Roger Kronstrom, advocate, both of Lévis, and Édouard Laliberté, advocate, of Sainte Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, des restaurants, des tavernes et des cabarets, sous le nom de "Manoir de Lévis Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 82, rue St-Georges, Lévis, district judiciaire ce Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12019-54)

Matapedia Oil and Mining Development Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1954, constituant en corporation: Alphonse Pelletier, Gérard Smith, négociants, Louis-Philippe Rioux, avocat, Georges Rioux, étudiant, tous de Sayabec, et Johnny Côté, gérant, de Val-Brillant, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Matapedia Oil and Mining Development Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sayabec, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12167-54)

M. St-Denis Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Madeleine St-Denis, vendeuse, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de La Prairie, William Phillips, détective et Alban Lauzé, vendeur, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme cultivateur de grains de toute qualité et exercer le commerce de farine et de tous autres produits agricoles, sous le nom de "M. St-Denis Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12042-54)

Papermasters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Harry A. Weinstein, marchand, Sophie Finegold Weinstein, ménagère, veuve de feu Frank Weinstein, tous deux d'Outremont, et

To operate hotels, restaurants, taverns and cabarets, under the name of "Manoir de Lévis Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 83 St. Georges Street, Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12019-54)

Matapedia Oil and Mining Development Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-third day of August 1954, incorporating: Alphonse Pelletier, Gérard Smith, traders, Louis Philippe Rioux, advocate, Georges Rioux, student, all of Sayabec, and Johnny Côté, manager, of Val Brilliant, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Matapedia Oil and Mining Development Corporation" (No Personal Liability), with a total capital of \$100,000, divided into 100,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Sayabec, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12167-54)

M. St-Denis Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Madeleine St. Denis, saleslady, spinster making use of her rights, of the Town of La Prairie, William Phillips, detective, and Alban Lauzé, salesman, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a farmer dealing in seeds of every quality, and flour, under the name of "M. St. Denis Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the Town of La Prairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12042-54)

Papermasters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1954, incorporating: Harry A. Weinstein, merchant, Sophie Finegold Weinstein, housekeeper, widow of the late Frank Weinstein, both of Outremont, and George

George Basil, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et agents de publicité, sous le nom de "Papermasters Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11890-54)

Portal Heights Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Roland Chauvin, avocats, et Odette Gagné, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placement, sous le nom de "Portal Heights Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12040-54)

Pressage Éclair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1954, constituant en corporation: Jacques Desbiens, restaurateur et négociant, Louis Reid, marchand, et René Boily, voyageur, tous de la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Effectuer le pressage de lingerie de toute sorte, recueillir les vêtements à domicile et faire la réparation de toute pièce d'habillement, sous le nom de "Pressage Éclair Inc.", avec un capital de \$15,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11944-54)

Rex Automobiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1954, constituant en corporation: Gilles Cossette, Luc Cossette, avocats, Yves Cossette, agent financier, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Basil, merchant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and publicity agents, under the name of "Papermasters Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11890-54)

Portal Heights Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August 1954, incorporating: Henri Paul Lemay, Roland Chauvin, advocates, and Odette Gagné, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company, under the name of "Portal Heights Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,900 preferred shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12040-54)

Pressage Éclair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1954, incorporating: Jacques Desbiens, restaurant-keeper and dealer, Louis Reid, merchant, and René Boily, traveller, all of the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To presse lingerie of all kinds, collect clothing from house to house, and to mend garments of all kinds, under the name of "Pressage Éclair Inc.", with a total capital stock of \$15,000 divided into 1,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11944-54)

Rex Automobiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1954, incorporating: Gilles Cossette, Luc Cossette, advocates, Yves Cossette, financial agent, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de garagiste dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de "Rex Automobiles Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12054-54)

Roger R. Bélanger Ltée
Roger R. Bélanger Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1954, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Lillian Viola Armstrong, Margot Mary Quinn, Mary Elizabeth Spracklin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en valeurs, sous le nom de "Roger R. Bélanger Ltée — Roger R. Bélanger Ltd", avec un capital total de \$210,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 611 rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12108-54)

R. Roux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1954, constituant en corporation: Rosaire Roux, industriel, Gilles R. Bourgeois, comptable, et Roland Bourgeois, commerçant, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles, sous le nom de "R. Roux Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12086-54)

Sam Julius Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Sam Julius, manufacturier, Frances Furman, secrétaire, fille majeure et David Litner, avocat,

To operate as a garage-keeper and to deal in each and all of the specialties attached thereto under the name of "Rex Automobiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and into 4,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the Company will be at Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12054-54)

Roger R. Bélanger Ltée
Roger R. Bélanger Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August 1954, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Lillian Viola Armstrong, Margot Mary Quinn, Mary Elizabeth Spracklin, secretaries, fille majeure, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of stock brokers, under the name of "Roger R. Bélanger Ltée — Roger R. Bélanger Ltd", with a total capital stock of \$210,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 611 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12108-54)

R. Roux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1954, incorporating: Rosaire Roux, industrialist, Gilles R. Bourgeois, accountant, and Roland Bourgeois, dealer, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To operate as a real estate company and real estate dealers under the name of "R. Roux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12086-54)

Sam Julius Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1954, incorporating: Sam Julius, manufacturer, Frances Furman, secretary, spinster and David Litner, advocate, all of Montreal,

tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, étoffes et tissus, sous le nom de "Sam Julius Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1193, Place Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12087-54)

Schlaer Jewellery Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1954, constituant en corporation: Irving Halperin, Éli Michael Berger, avocats, de Montréal, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers et horlogers, sous le nom de "Schlaer Jewellery Supply Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11066-54)

**Ste Dorothée Country Golf Course
(Club de Golf de Ste-Dorothée)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Maurice Cardinal, hôtelier, Dame Laurence Bélisle, ménagère, épouse dudit Maurice Cardinal, et dûment autorisée par ce dernier, Jules Mongeau, gérant, tous trois de Laval ouest, Léopold Benoit, Pierre-Paul Benoit, jardiniers, tous deux de Ste-Dorothée, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir et exploiter un terrain de golf, sous le nom de "Ste Dorothée Country Golf Course (Club de Golf de Ste-Dorothée)", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12011-54)

St. Martin Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in wearing apparel, goods and material, under the name of "Sam Julius Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1193 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12087-54)

Schlaer Jewellery Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1954, incorporating: Irving Halperin, Éli Michael Berger, advocates, of Montreal, and Rhoda Cohen, secretary, in use of her rights, of Outremount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers and watch-makers, under the name of "Schlaer Jewellery Supply Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and into 500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11066-54)

**Ste Dorothée Country Golf Course
(Club de Golf de Ste-Dorothée)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August 1954, incorporating: Maurice Cardinal, hotel-keeper, Dame Laurence Bélisle, housewife, wife of the said Maurice Cardinal, and duly authorized by the latter, Jules Mongeau, manager, all three of Laval West, Léopold Benoit, Pierre Paul Benoit, gardeners, both of Ste. Dorothée, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain and operate a golf course, under the name of "Ste Dorothée Country Golf Course (Club de Golf de Ste-Dorothée)", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste. Dorothée, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12011-54)

St. Martin Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth

du seize août 1954, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, avocats; David Small, comptable agréé, et Anna Mikula, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, matériaux de construction, accessoires de plomberie et instruments aratoires, sous le nom de "St. Martin Supplies Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12105-54)

Supersales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1954, constituant en corporation: Ephraïm Lebœuf, Raymond Lebœuf, avocats, et Eugène Laplante, comptable, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire un commerce de publicité générale sous toutes ses formes et dans tous les domaines, sous le nom de "Supersales Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions communes de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12041-54)

Terra Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1954, constituant en corporation: Leonhard Wolf, marchand, de Vaduz, Liechtenstein, Simon Stern, marchand, de New York, État de New York, un des États-Unis d'Amérique, et Gregory Charlap, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction et de développement, sous le nom de "Terra Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12119-54)

Town Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1954, constituant en corporation: Sam Kreisman, Abie Manis, Irving Wenger,

day of August, 1954, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, advocates, David Small, chartered accountant, and Anna Mikula, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, building materials, plumbing accessories and farming supplies, under the name of "St. Martin Supplies Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12105-54)

Supersales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August 1954, incorporating: Ephraïm Lebœuf, Raymond Lebœuf, advocates, and Eugène Laplante, accountant, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general publicity business in all its branches and in all fields, under the name of "Supersales Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12041-54)

Terra Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1954, incorporating: Leonhard Wolf, merchant, of Vaduz, Liechtenstein, Simon Stern, merchant, of New York, State of New York, one of the United States of America, and Gregory Charlap, advocate, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a land, construction and development company, under the name of "Terra Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12119-54)

Town Mortgage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1954, incorporating: Sam Kreisman, Abie Manis, Irving Wenger, merchants,

marchands, Abe Pinsky, administrateur, Moses Joseph Schaffer, manufacturier, Cecil Vineberg, comptable agréé, tous de Montréal, Manuel Shacter, avocat, d'Outremont, et Saul Tarnofsky, marchand, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "Town Mortgage Corporation", avec un capital total de \$200,000, divisé en 250 actions classe "A" de \$10 chacune, 500 actions classe "B" de \$10 chacune et en 19,250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11959-54)

Vallée Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1954, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, Luc Geoffroy, avocats, Jacques Valade, étudiant, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturier et machiniste; travailler le métal et produire toutes pièces de machinerie, d'équipements ou de fixtures, sous le nom de "Vallée Industries Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6372, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11229-54)

Vaudreuil Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1954, constituant en corporation: Émé Lacroix, avocat, c.r., de Ville Mont-Royal, Lucien Thouin, avocat, et Paula Boisvert, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction et de développement, sous le nom de "Vaudreuil Enterprises Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11993-54)

W. Loiselle & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Abe Pinsky, executive, Moses Joseph Schaffer, manufacturer, Cecil Vineberg, chartered accountant, all of Montreal, Manuel Shacter, advocate, of Outremont, and Saul Tarnofsky, merchant of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company under the name of "Town Mortgage Corporation", with a total capital stock of \$200,000, divided into 250 class "A" shares of \$10 each, 500 class "B" shares of \$10 each and into 19,250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11959-54)

Vallée Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August 1954, incorporating: Maurice S. Hébert, Luc Geoffroy, advocates, Jacques Valade, student, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturer and machinist; metal working and the production of all machine parts, equipment or fixtures, under the name of "Vallée Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6372 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11229-54)

Vaudreuil Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1954, incorporating: Émé Lacroix, advocate, Q.C., of the town of Mount Royal, Lucien Thouin, advocate, and Paula Boisvert, stenographer, spinster, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a real estate, building and development company, under the name of "Vaudreuil Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 11993-54)

W. Loiselle & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1954, constituant en corporation: Roger Lyonnais, René Sénécal, tous deux C. A., Jean-Paul St-Louis, avocat, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents du garde-magasin désigné dans les permis accordés par la Commission des Liqueurs de Québec pour les entrepôts de la compagnie "Dow Brewery Limited", sous le nom de "W. Loiseau & Fils Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12021-54)

Z. Blache Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1954, constituant en corporation: Zéphirin Blache, industriel, Germaine Perron Blache, ménagère, épouse commune en biens de Zéphirin Blache, Henri-Paul Blache, chauffeur de camion, Jean Drapeau, avocat, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal et J. Roger Marceau, travailleur social, de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustible, de véhicules automobiles et de transport, d'articles et accessoires électriques, de bibelots et pièces d'ameublement et de décoration de maisons, bureaux et édifices publics, d'entrepreneurs généraux, de constructeurs, de commerçants et d'agents d'immeubles, de matériaux de construction, de systèmes et accessoires de plomberie, de chauffage et d'électricité, de quincaillerie, de vêtements, de produits comestibles, de boucherie et d'épicerie, de machines agricoles et instruments aratoires, de graines de semence et autres produits de la ferme, d'articles de photographie, de musique, de peinture et d'architecture, et autres marchandises composées de plastique, de bois, de verre, de caoutchouc ou autre substance, sous le nom de "Z. Blache Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1954, incorporating: Roger Lyonnais, René Sénécal, both chartered accountants, Jean Paul St. Louis, advocate, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for warehouses such as chose designated on permits granted by the Quebec Liquor Commission, for the warehouses of the "Dow Brewery Limited", under the name of "W. Loiseau & Fils Ltée", with a total capital of \$60,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12021-54)

Z. Blache Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1954, incorporating: Zéphirin Blache, industrialist, Germaine Perron Blache, housewife, wife common as to property of Zéphirin Blache, Henri Paul Blache, truck driver, Jean Drapeau, advocate, all of Montreal, judicial district of Montreal, and J. Roger Marceau, social worker, of St. Therese, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in fuel, motor vehicles, electric appliances, bibelots and pieces of furniture, furnishings for households offices and public buildings, to carry on business as general contractors, builders, merchants and real estate agents, deal in building materials, plumbing, electrical and heating systems, hardware, wearing apparel, foodstuffs, butchery, groceries, agricultural machinery and farm implements, seeds and other farm products, photography and music supplies, those of painters and architects, and other merchandise fabricated with plastic, wood, glass, rubber or other substances, under the name of "Z. Blache Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11366-54)

Canadian Journal of Commerce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier septembre 1954, à la compagnie "Canadian Journal of Commerce

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11366-54)

Canadian Journal of Commerce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September first, 1954, to the company "Canadian Journal of Commerce Inc.", increasing its capital-

Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12184-54)

Regent Shoe Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un août 1954, à la compagnie "Regent Heel Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 octobre 1952, changeant son nom en celui de "Regent Shoe Supplies Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12068-54)

United Industrial Suppliers Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept août 1954, à la compagnie "United Industrial Suppliers Company Ltd.", augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

stock from \$40,000 to \$200,000; the additional capital-stock being divided into 16,000 shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12184-54)

Regent Shoe Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August thirty-first, 1954, to the company "Regent Heel Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 17, 1952, changing its name into that of "Regent Shoe Supplies Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 12068-54)

United Industrial Suppliers Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August twenty-seventh, 1954, to the company "United Industrial Suppliers Company Ltd.", increasing its capital-stock from \$40,000 to \$80,000; the additional capital-stock being divided into 8,000 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

Avis divers

AVIS CONCERNANT L'EXTINCTION DE "LA COOPÉRATIVE D'ÉLECTRICITÉ DES COLOMBIERS", COMTÉ DE SAGUENAY, QUÉBEC.

Monsieur Paul Hovington qui agissait à titre de secrétaire de la "Coopérative d'électricité des Colombiers", comté de Saguenay, déclare que ladite coopérative est éteinte depuis le vingt-troisième jour d'août mil neuf cent cinquante-quatre, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 368 du Code civil de la province de Québec.

Québec, le 15 septembre 1954.

L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE,
Le Président,
LOUIS-PHILIPPE DESLONGCHAMPS,
38075-o

(P.G. 10979-54)

AMICALE ST-PHILIPPE INC.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois (3) à douze (12):

"Règlement N° 3 — Bureau de direction — Article 1. Nombre d'administrateurs: le bureau de direction sera composé de douze (12)

Miscellaneous Notices

NOTICE CONCERNING THE DISSOLUTION OF "LA COOPÉRATIVE D'ÉLECTRICITÉ DES COLOMBIERS", COUNTY OF SAGUENAY, QUEBEC.

Mr. Paul Hovington who acted in the capacity of Secretary for the "Coopérative d'électricité des Colombiers" County of Saguenay, declares that the said cooperative is dissolved since the twenty-third day of August, one thousand nine hundred and fifty-four, pursuant to the provisions of the second paragraph of section 368 of the Civil Code of the Province of Quebec.

Quebec, September 15, 1954.

RURAL ELECTRIFICATION BUREAU,
LOUIS-PHILIPPE DESLONGCHAMPS,
President,
38075

(A.G. 10979-54)

AMICALE ST-PHILIPPE INC.

Excerpt from the By-laws of the above-mentioned corporation concerning the increase in numbers of its Directors from three (3) to twelve (12):

"By-law No. 3 — Board of Directors — Article 1. Number of Administrators: The Board of Directors will be composed of twelve (12)

administrateurs élus pour un terme de deux ans."

administrators elected for a term of two years."

Certifié copie réelle

Certified True Copy

38076-o

Le Secrétaire,
MARIUS GENDRON.

38076

MARIUS GENDRON,
Secretary.

(P.G. 16691-52)

CHOQUETTE & COMPAGNIE LIMITÉE

(A.G. 16691-52)

CHOQUETTE & COMPAGNIE LIMITÉE

Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Choquette & Compagnie Limitée", tenue à Montréal, au siège social de la compagnie, 4801 Avenue du Parc, le 25 août 1954, à cinq heures de l'après-midi et au cours de laquelle le règlement suivant a été adopté:

Excerpt from Minutes of a special general meeting of shareholders of "Choquette & Compagnie Limitée", held in Montreal, at the company's head office, 4801 Park Avenue, on August 25, 1954, at five o'clock in the afternoon, at which meeting, the following by-law was adopted:

Il est unanimement résolu que:

It is unanimously resolved that:

1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres.

1. the affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of five members.

2° l'article premier du Règlement N° 3, des Règlements de la compagnie, fixant à trois le nombre des directeurs de la compagnie, est par les présentes révoqué,

2. article one of By-law No. 3, of the company's by-law, fixing the number of directors at three, is hereby repealed.

3° le président et le secrétaire sont autorisés à attester le présent règlement, à en transmettre copie au Procureur Général de la Province et à la Gazette officielle de Québec, suivant les exigences de la Loi des Compagnies de Québec.

3. the President and Secretary are authorized to certify said By-law, and to forward copy to the Attorney General of the Province, and to the Quebec Official Gazette, in accordance with the Quebec Companies' Act.

Certifié vrai copie
Sceau)

Certified true copy
(Seal)

Le Président,
J. E. A. CHOQUETTE.
Le Secrétaire,
FERNANDE CHOQUETTE MONFETTE.

J. E. CHOQUETTE,
President.
FERNANDE CHOQUETTE MONFETTE,
Secretary.

38077-o

38077

(P.G. 6276-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le deux août 1954, les règlements de "L'Association des Diplômés du Cours du Soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

(A.G. 6276-53)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable Provincial Secretary has approved, on August second, 1954, the by-laws of "L'Association des Diplômés du Cours du Soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le onze août 1954.

Given at the office of the Provincial Secretary this eleventh day of August, 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

38078-o

38078

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Paint Workers Credit Union", en date du 1er septembre 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Paint Workers Credit Union" under date of September 1st, 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize septembre 1954.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

38087-o

38087

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération des Employés de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec"—"The Jewellery and Horology employees' Federation of Quebec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts écono-

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "La Fédération des Employés de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec"—"The Jewellery and Horology Employees' Federation of Quebec", for the study, defence and promotion of the economic, social

miques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le trente et un août 1954.

Le siège social de la fédération ci-haut mentionnée est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38090-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que les présentes, William D. English de Toronto est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, le 3 septembre 1954.
Le Secrétaire-Registraire,
38088-o ARTHUR F. WATSON.

and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August thirty-first, 1954.

The head office of the federation above mentioned is situate at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
38090 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, William D. English of Toronto is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, September 3rd, 1954.
ARTHUR F. WATSON,
38088-o Secretary-Registrar.

RÈGLEMENT NUMÉRO 35

Étant un règlement concernant la distribution de l'actif de la compagnie "Thomas Robertson & Company, Limited".

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de ventilation de ses affaires;

2° Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations;

3° En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de "Thomas Robertson & Company, Limited", que:

(1) La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et, subséquemment, procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

(2) Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne application du précédent.

Décrété ce 10e jour d'août 1954.

Le Vice-président,
J. H. STEVENS.
Le Secrétaire,
J. W. ADAMS.

Certifié vraie copie du règlement N° 35 de la compagnie confirmé à l'unanimité par les actionnaires le 9 septembre 1954.

(Scéau)
38079 Le Secrétaire,
J. W. ADAMS.

BY-LAW NUMBER 35

Being a By-law respecting the distribution of the assets of "Thomas Robertson & Company, Limited".

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations;

3. Therefore be it enacted as a By-law of "Thomas Robertson & Company, Limited", that:

(1) The Company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

(2) The Directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 10th day of August, 1954.

J. H. STEVENS,
Vice-President.
J. W. ADAMS,
Secretary.

Certified to be a true copy of By-law No. 35 of the Company confirmed unanimously by the shareholders on September 9th, 1954.

(Seal)
38079-o J. W. ADAMS,
Secretary.

(Sec.P. 2231-11)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 6 de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, par nouvelle procuration exécutée le 5e jour d'avril 1954, la compagnie "The New Zealand Shipping Company (Limited)", dûment autorisée à exercer son commerce dans cette Province, a nommé M. Walter Mervyn Glover de Montréal, son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, et que, par ladite nouvelle procuration, le bureau principal de la compagnie dans la Province est déclaré comme devant être établi maintenant à 410 rue St-Nicholas, en ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt et un septembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38104 JEAN BRUCHÉSI.

(P.Sec. 2231-11)

Notice is hereby given under the provisions of section 6 of the Extra-Provincial Companies' Act that, by new power of attorney executed on the 5th day of April, 1954, "The New Zealand Shipping Company (Limited)", a company duly licensed to carry on business in this Province, has appointed Mr. Walter Mervyn Glover of Montreal, its Chief Agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it, and that, by the said new power of attorney, the principal office of the Company in the Province is declared to be now established at 410 St. Nicholas Street in the said City of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of September, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38104-o Under Secretary of the Province.

Province de Québec
VILLE DE BAGOTVILLE

Tirage au sort

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 175, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-33, 54, 65, 84, 90, 95, 145, 196, 200, 223, 268, 367, 376, 396, 439, 441, 492, 534, 567.

Dénomination de \$500.00: D-50, 55, 98, 120, 142, 242, 254, 302, 379, 425, 459, 496, 510, 575, 646, 716, 755, 876, 879, 889, 891, 894, 898, 929, 951.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er novembre 1954, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
38091-o JOSEPH EUGÈNE TREMBLAY.

Province of Quebec
TOWN OF BAGOTVILLE

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under By-law 175, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-33, 54, 65, 84, 90, 95, 145, 196, 200, 223, 268, 367, 376, 396, 439, 441, 492, 534, 567.

Denomination of \$500.00: D-50, 55, 98, 120, 142, 242, 254, 302, 379, 425, 459, 496, 510, 575, 646, 716, 755, 876, 879, 889, 891, 894, 898, 929, 951.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1954, from which date they shall cease to bear interest.

JOSEPH EUGÈNE TREMBLAY,
38091-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Electronics & Television Workers Ass'n", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-sept septembre 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38101-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 7800-46)

DIAMOND TEA GOWN (CANADA) LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Diamond Tea Gown (Canada) Ltd.", tenue au siège social de la compagnie, 1470 rue Peel, en la cité de Montréal, le 5e jour de janvier 1954, à laquelle tous les directeurs de la compagnie étaient présents:

Règlement N° 26

"Sur motion dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu d'amender le règlement N° 3, paragraphe (a) diminuant le nombre des directeurs de six à quatre".

Vrai extrait

38103

Le Secrétaire,
H. SHAPIRO.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Electronics & Television Workers Ass'n", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September seventeenth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
38101 Under Secretary of the Province.

(A.G. 7800-46)

DIAMOND TEA GOWN (CANADA) LIMITED

Extract of minutes of a meeting of Directors of "Diamond Tea Gown (Canada) Ltd.", held at the head office of the Company, 1470 Peel Street, in the City of Montreal, on the 5th day of January, 1954, at which were present all the Directors of the Company:

By-law No. 26

"Upon motion duly moved and seconded, and carried unanimously, it was resolved to amend By-law No. 3, paragraph (a) by decreasing the number of Directors from six to four".

True extract

38103-o

H. SHAPIRO,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Guyenne", en date du 9 septembre 1954, dont le siège social est situé à Guyenne, dans le comté d'Abitibi-ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quatorze septembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38109-o JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 2513-54)

Avis est donné que la compagnie "Canuba Manganese Mines Limited" (No Personal Liability) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner ses actions, titres, certificats-actions,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Guyenne", under date of September 9, 1954, whereof the head office is at Guyenne, in the county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of September, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38109 Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 2513-54)

Notice is hereby given that the company "Canuba Manganese Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its

débitures et autres valeurs dans la province de Québec.

Le siège social dans la Province sera à 134 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. Lovell C. Carroll, C.R., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 22e jour de septembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38075 JEAN BRUCHÉSI.

LA PHOTOGRAVURE ARTISTIQUE LTÉE

Sommaire du Règlement Spécial "B"

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, "La Photogravure Artistique Ltée" a adopté un Règlement pour la distribution de tout son actif au pro-rata entre ses actionnaires, et a autorisé le président et le secrétaire de la compagnie à effectuer cette distribution pour et au nom de la compagnie.

Sillery, P. Q., 21 septembre 1954.
Le Secrétaire,
38120-o J. LÉTOURNEAU.

shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province to be at 134 St. James Street, West, in the City and judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Lovell C. Carroll, Q.C., of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 22nd day of September, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38075-o Under-Secretary of the Province.

LA PHOTOGRAVURE ARTISTIQUE LTÉE

Summary of Special By-law "B"

Notice is hereby given that under Article 90 of the Quebec Companies' Act, "La Photogravure Artistique Ltée" has adopted a By-law for the distribution of all its assets pro-rata amongst its shareholders, and has authorized the President and the Secretary of the company to carry out this distribution for and in the name of the company.

Sillery, P. Q., September 21, 1954.
J. LÉTOURNEAU,
38120 Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 27 octobre 1954 et présentés avant le 8 décembre 1954, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 27 novembre 1954 et reçues avant le 2 décembre 1954, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 décembre 1954.

Québec, 8 septembre 1954.
Le Greffier de l'Assemblée législative,
38019-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 27, 1954, and introduced before December 8, 1954, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 27, 1954, and received before December 2, 1954, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 22, 1954.

Quebec, September, 8th, 1954.
ANTOINE LEMIEUX,
38019-37-10 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

ARMOBA INVESTMENTS LIMITED

Avis de demande d'abandon de charte

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Armoba Investments Limited" demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte et les directives quant à son annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, 5 août 1954.
ARMOBA INVESTMENTS LIMITED,
38080-o (Seau) Par le Président,
ARNON R. ROJANSKY.

Charters — Surrender of

ARMOBA INVESTMENTS LIMITED

Notice of application for leave to surrender charter

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act, "Armoba Investments Limited", will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and direction for its cancellation and the fixing of a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, August 5th, 1954.
ARMOBA INVESTMENTS LIMITED,
38080-o (Seal) per: ARNON R. ROJANSKY,
President.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Stanbrook Apts. Inc., s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, la compagnie n'ayant pas d'actif ni de passif.

Montréal, 17 septembre 1954.

Les Procureurs de Stanbrooke Apts. Inc.,
38081 CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Westbury Development Co. Limited" s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, la compagnie n'ayant pas d'actif ni de passif.

Montréal, 17 septembre 1954.

Les Procureurs de
WESTBURY DEVELOPMENT CO. LIMITED,
38082 CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH.

THE BRITISH TIRE COMPANY OF
CANADA LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "The British Tire Company of Canada Limited" à l'intention de demander au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 17 septembre, 1954.

Le Secrétaire,
38083-o PHILIP F. VINEBERG.

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON
DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Robitaille, Desmarais et Bélisle Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, demandera au Procureur général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des compagnies".

Le Secrétaire,
38100-o GERMAINE DUPAUL.

LA PHOTOGRAVURE ARTISTIQUE LTÉE

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, "La Photogravure Artistique Ltée" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'Honorable procureur Général de la Province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte, en ordonne son annulation et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Sillery, P. Q., 21 septembre 1954.

Le Secrétaire,
38120-o J. LÉTOURNEAU.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11244-51)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre

NOTICE

Notice is hereby given that "Stanbrook Apts. Inc.", will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company, the Company having no assets or liabilities.

Montreal, September 17th, 1954.

CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH,
38081-o Attorneys for Stanbrooke Apts. Inc.

NOTICE

Notice is hereby given that "Westbury Development Co. Limited" will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company, the Company having no assets or liabilities.

Montreal, September 17th, 1954.

CHAIT, KELEIN & ARONOVITCH,
38082-o Attorneys for WESTBURY
DEVELOPMENT CO. LIMITED.

THE BRITISH TIRE COMPANY OF
CANADA LIMITED

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act, that "The British Tire Company of Canada Limited", intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, September 17, 1954.

38083-o PHILIP F. VINEBERG,
Secretary.

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER
OF CHARTER

Notice is hereby given [that the company "Robitaille, Desmarais & Bélisle Inc", constituted as a corporation under the Quebec Companies' Act will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act".

38100-o GERMAINE DUPAUL,
Secretary.

LA PHOTOGRAVURE ARTISTIQUE LTÉE

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, such as amended, "La Photogravure Artistique Ltée" hereby gives notice that it will apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, in order that he may accept the surrender of its charter, direct its cancellation, and fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Sillery, P. Q., September 21, 1954.

38120-o J. LÉTOURNEAU,
Secretary.

Companies Dissolved

(A.G. 11244-51)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability

276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Oldfield Realities Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 avril 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier juillet 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10103-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Northwest Products Inc", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 mai 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier septembre 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38075-o C.-E. CANTIN.

enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Oldfield Realities Inc.", incorporated by letters patent dated April 21, 1944.

Notice is also given that from and after July first, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

(A.G. 10103-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Northwest Products Inc", incorporated by letters patent dated May 12th, 1952.

Notice is also given that from and after September first, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38075 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne — Argenteuil

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné qu'un Bill privé sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée Législative de Québec, ou aussitôt que faire se peut, par la Corporation de la ville de Lachute, pour que ladite Corporation par dérogation à la loi des Cités et Villes, soit autorisée à donner une valuation fixe pendant un certain nombre d'années aux nouvelles industries qui désirent s'établir dans la ville de Lachute.

Les Procureurs de la Corporation
de la ville de Lachute,
38095-39-4-o LEGAULT & LEGAULT.

AVIS LÉGAL

Avis est par la présente donné que Dame Fabiola Reinhardt-Drolet, de la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi permettant de changer le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Le Procureur de la requérante,
38107-39-4-o J. ROBERT BEAUDOIN, C.R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Village de Delson, comté de Laprairie

Applications to Legislature

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne — Argenteuil

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a private bill will be presented at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec or as soon as possible, by the Corporation of the town of Lachute so that the said corporation may by exception to the Towns and Cities Act give a fixed valuation for a certain number of years to new industries wishing to settle within the limits of the town.

LEGAULT & LEGAULT,
38095-39-4-o Attorneys for the corporation
of the town of Lachute.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that Mrs. Fabiola Reinhardt-Drolet, of Quebec City, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to change the name of Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont to that of Joseph Ernest Lucien, Gilles Clermont-Drolet, with all the rights and obligations which he has acquired in the past and all rights, privileges and obligations which the law may confer upon him hereafter.

J. ROBERT BEAUDOIN, Q.C.,
38107-39-4-o Attorney for the Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Delson, Laprairie County,

et les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du Village de Delson, comté de Laprairie, s'adresseront à la Législature provinciale à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant les résolutions adoptées par ladite municipalité et lesdits commissaires d'écoles, au sujet de l'évaluation de certains immeubles situés dans ladite municipalité.

Montréal, le 15 septembre 1954.

Les Procureurs des requérants,

MONETTE, FILION &

LACHAPPELLE.

38066-38-4-o

and the School Commissioners for the Municipality of the Village of Delson, Laprairie County, will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act confirming and ratifying the resolutions adopted by said municipality and said school commissioners in relation with the assessment of certain immoveables situate in said municipality.

Montreal, September 15th, 1954.

MONETTE, FILION &

LACHAPPELLE,

38066-38-4-o Attorneys for the Petitioners.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° L-42A

Order No. L-42A

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 21 septembre 1954, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Tuesday, September 21st, 1954, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, president, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, C.-A. Gamache, Q.C., legal adviser, and Roland Camirand, inspector General of Dairy Products.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'article 4 de l'ordonnance N° L-42 du 18 février 1942 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 mars 1942 est modifié en ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

1. Article 4 of Order No. L-42 of February 18th, 1942 published in the *Quebec Official Gazette* of March 14th, 1942, is modified by adding, at the end of the first paragraph, the following:

"Toutefois, les dispositions de l'article 2 ne s'appliquent pas aux régions de Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Asbestos, Granby et Drummondville telles que délimitées par la Commission dans ses ordonnances."

"Nevertheless, provisions of article 2 do not apply to the regions of Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Asbestos, Granby and Drummondville as described by the Commission in each of said orders."

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Signed: OMER E. MILOT, President,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

38121-o

38121-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 75-54

Order No. 75-54

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi 21 septembre 1954, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Tuesday September 21st, 1954, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R., Aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, Q.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Mégantic;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Mégantic;

LA COMMISSION DÉCRÈTE, CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Mégantic.

2° La région de Mégantic comprend la municipalité de la ville de Mégantic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$4.25 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mégantic, offrir, vendre, ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents le chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mégantic, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 75-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
38121-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the regions of Megantic.

2. The region of Megantic includes the municipality of the town of Megantic.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$4.25 net F.O.B., business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Megantic, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Megantic, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 9 cents a pint and 17 cents a quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 75-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
38121-o

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 525-54.

No. 525-54.

Québec, le 8 septembre 1954.

Quebec, September 8, 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Victor paroisse, dans le comté de Beauce, les lots 1820 à 1827 inclusivement du rang Ste-Caroline du cadastre officiel de la paroisse de St-Jules-de-Beauce, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jules, même comté.

Application is made to detach from the school municipality of St-Victor, parish, in the county of Beauce, lots 1820 to 1827 inclusively, of range Ste-Caroline of the official cadastre of the parish of St-Jules-de-Beauce, to annex them to the school municipality of St-Jules, same county.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38042-38-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

O. J. DÉSAULNIERS,
38042-38-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy (ville de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the parish of Ste. Foy (town of Ste. Foy) registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 193-2, 193-3; les lots 193-2-A, 193-2-B 193-3-A, 193-3-B, 193-3-C, 193-3-D sont annulés et les lots 192-2-A, 192-2-B, 192-1-A, 192-1-B sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 193-2, 193-3, lots 193-2-A, 193-2-B, 193-3-A, 193-3-B, 193-3-C, 193-3-D are cancelled and lots 192-2-A, 192-2-B, 192-1-A and 192-1-B are corrected in virtue of Article 2174 of the civil Code.

Québec, le 14 septembre 1954.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Québec, September the 14th, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38089-o

38089-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy (Ville de Ste-Foy), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 232-200 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 septembre 1954.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38089-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foy (Town of Ste. Foy), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 232-200 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, September the 13th, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38089-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Ware (Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine) division d'enregistrement de Dorchester.

Avis est par la présente donné que les lots 24-2 et 24-4 sont annulés et les lots 24-3 et 24-5 sont corrigés en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 31 août 1954.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38089-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Ware (Municipality of the parish of Ste. Germaine) registration division of Dorchester.

Notice is hereby given that lots 24-2 and 24-4 are cancelled and lots 24-3 and 24-5 are corrected in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Québec, August the 31st, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38089-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S. R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Île de Montréal et un rayon de cent (100) milles et de ses limites:

1° Le sous-paragraph "a) ii" du paragraphe 1 de l'article I sera radié et le sous-paragraph "a) i" du même article deviendra le sous-paragraph "a".

2° Le paragraphe "a) ii" de l'article IV sera radié et le paragraphe "a) i" du même article deviendra le paragraphe "a".

3° Les mots "Presses à sceaux ou à étiquettes de toutes descriptions" apparaissant dans l'alinéa i du paragraphe "b" de l'article XIX seront radiés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 septembre 1954. 38111-o

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice, that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of one hundred (100) miles from its limits:

1. Paragraph "a) ii" of subsection 1 of section I shall be deleted and paragraph "a) i" of the same section shall be designated as paragraph "a".

2. Subsection "a) ii" of section IV shall be designated as subsection "a".

3. The words "Seal or label presses (of all descriptions)" mentioned in sub-paragraph i of subsection "b" of section XIX shall be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 25, 1954. 38111-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to the barber and

de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-François, rendue obligatoire par le décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret, savoir:

1° Au paragraphe "a" de l'article VI, les alinéas intitulés "Zone A" et "Zone C" seront remplacés par les suivants:

"ZONE "A"

Lundi, mercredi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite.

Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m. précises.

Cependant, tout travail, excepté le samedi, commencé pendant la durée des heures spécifiées ci-haut peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure. Tout employé aura droit à une rémunération additionnelle de \$2.00 pour tout travail exécuté après 8.00 p.m. le lundi soir."

"ZONE "C"

Lundi, mercredi et vendredi: 8.00 a.m. sans limite.

Mardi, jeudi et samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Une heure supplémentaire est accordée le mardi, jeudi et samedi pour terminer l'ouvrage commencé."

2° Le paragraphe "b" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"b) Dans les zones "B", "D" et "E", il n'y a pas de limite pour la cessation du travail pendant la période commençant deux semaines avant le jour de Pâques et se terminant le 15 juillet inclusivement (excepté pour la zone "B" se terminant le 1er juillet) de même que du 15 décembre au 6 janvier inclusivement, les dimanches et jours chômés exceptés. Cependant, durant ces périodes, aucun salarié des zones "A" et "C" ne peut travailler après 10.00 p.m. les lundi, mercredi et vendredi et doit avoir quitté le salon à cette heure."

3° Les dispositions suivantes seront ajoutés au paragraphe "a" de l'article IX:

"Cependant, pour la coiffure, dans la zone "A", les salons pourront rester ouverts le jour de la fête de la Reine Elizabeth fixée par proclamation si les magasins de la cité de Sherbrooke font affaires cette journée-là."

4° Le paragraphe "b" de l'article IX sera remplacé par le suivant:

"b) Il n'y a pas de travail également le jour de la St-Jean-Baptiste (24 juin) et le jour de la Confédération (1er juillet).

Si ces deux fêtes tombent un vendredi ou un samedi, le congé est remis au lundi suivant.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas au métier de la coiffure dans la zone "A".

5° Le nouveau paragraphe "f" suivant sera ajouté à l'article IX:

"f) En ce qui concerne le métier de la coiffure dans la zone "A", s'il survient un congé durant la semaine de travail, les salons seront ouverts le soir précédent ce congé."

6° Les dispositions suivantes seront ajoutées au paragraphe "a" de l'article XII:

"Les dispositions additionnelles suivantes s'appliquent quant au métier de la coiffure dans la zone "A":

Sur demande, l'apprenti devra fournir au secrétaire du Comité paritaire, comme preuve de son

hairdressing trades in the district of St. Francis, rendered obligatory by the decree No. 255 of March 5th, 1953, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree, to wit:

1. In subsection "a" of section VI, the paragraphs entitled "Zone A" and "Zone C" shall be replaced by the following:

"ZONE "A"

Monday, Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.

Tuesday, and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. exactly.

However, with the exception of Saturday, any work in progress within the duration of the hours hereabove specified may be finished, but such overtime shall never exceed one half-hour. Any employee shall be entitled to an additional remuneration of \$2.00 for any work performed after 8.00 p.m. on Monday night."

"ZONE "C"

Monday, Wednesday and Friday: 8.00 a.m. no limit.

Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

One overtime hour is permitted on Tuesday, Thursday and Saturday to finish up the work in progress."

2. Subsection "b" of section VI shall be replaced by the following:

"b) In zones "B", "D" and "E", there shall be no limitation for the ceasing of the work during the period beginning two weeks before Easter and ending July 15th, inclusive (July, 1st for zone "B") as well as from December 15th to January 6th, inclusive, excepting Sundays and Holidays. However, during such periods, no employee of zones "A" and "C" may work after 10.00 p.m. on Monday, Wednesday and Friday and he shall leave the parlor at that hour."

3. The following provisions shall be added to subsection "a" of section IX:

"However, as regards hairdressing, in zone "A", the parlors may remain open on Queen Elizabeth Day fixed by proclamation if the stores in the city of Sherbrooke are open for business on that day."

4. Subsection "b" of section IX shall be replaced by the following:

"b) Likewise there shall be no work on St. John the Baptist Day (June 24) and on Confederation Day (July 1st).

If any of these two feast days falls on a Friday or a Saturday, the holiday is postponed until the following Monday.

The foregoing subsection does not apply to the hairdressing trade in zone "A".

5. The following new subsection "f" shall be added to section IX:

"f) As regards the hairdressing trade in zone "A", whenever there is a holiday during the workweek, the parlors shall open on the evening preceding such holiday.

6. The following provisions shall be added to subsection "a" of section XII:

"The following additional provisions apply to the hairdressing trade in zone "A":

Upon request, the apprentice shall produce to the secretary of the Parity Committee a certifi-

âge, un extrait du registre des baptêmes le concernant ou autre document équivalent. Comme preuve de son degré d'instruction, il devra également fournir sur demande, au secrétaire du Comité paritaire, un certificat émanant de la Commission Scolaire de la cité de Sherbrooke ou du directeur ou de la directrice de l'institution où il a suivi ses cours. S'il ne peut présenter aucun de ces documents, le Comité paritaire pourra lui faire subir un examen semblable à ceux que passent les élèves de huitième (8ème) année de la Commission Scolaire de Sherbrooke devant un professeur choisi par le Comité paritaire et le certificat émanant de ce professeur, attestant que le candidat a subi avec succès lesdits examens, sera accepté."

7° Les dispositions suivantes seront ajoutées au sous-paragraphe "d-i" de l'article XII:

"De plus, pour les coiffeurs et coiffeuses de la zone "A", les dispositions additionnelles suivantes s'appliquent:

Tout apprenti devra avoir à son crédit un minimum de 6,000 heures de travail sous la direction immédiate d'un employeur compétent avant de pouvoir se présenter à un examen de compétence."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 septembre 1954. 38111-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure, rendue obligatoire par le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

Article II

1° L'opération 107-1 sera ajoutée: "Tailler à la main la doublure ou l'entre-doublure, dans le coton, la faille, le "Fleece".

2° L'opération 107-2 se lira comme suit: "Tailler à la machine la doublure ou l'entre-doublure, dans le coton, la faille, le "Fleece".

3° L'opération 110-4 se lira comme suit: "Découper les ouvertures à l'emporte-pièce".

4° L'opération 201-1, premier paragraphe, sera remplacée par la suivante: "Tailler dans le cuir: la semelle, la demi-semelle, la première Goodyear, l'entre-semelle Goodyear, la demi-entre-semelle Goodyear".

5° L'opération 203-2A se lira comme suit: "Tailler dans le cuir: la première, l'entre-semelle, la demi-entre-semelle (excepté la première Goodyear, l'entre-semelle Goodyear, la demi-entre-semelle Goodyear — opération 201-1) le bonbout, le bout dur, le contrefort, la talonnette, le cambrion, le sous-bout".

6° Les mots suivants seront ajoutés à l'article 221-3A: "Coller un épaulement sur la première Goodyear pour remplacer la gravure".

cate of baptism concerning himself or any other equivalent document as a proof of his age. As a proof of his degree of instruction he shall also produce upon request, to the secretary of the Parity Committee, a certificate issued by the School Commission of the city of Sherbrooke or by the director or directress of the institution where he attended school. Should he be unable to produce any of these documents, the Parity Committee may have him undergo an examination similar to those usually undergone by the pupils of the eighth (8th) year of the School Commission of Sherbrooke. Such examination shall be undergone before a professor chosen by the Parity Committee, and the certificate issued by such professor attesting that the candidate has successfully passed the said examinations shall be accepted."

7. The following provisions shall be added to sub-paragraphe "d-i" of section XII:

"Moreover, for the male and female hairdressers of zone "A", the following additional provisions shall apply:

Any apprentice must have to his credit a minimum of 6,000 hours of work under the immediate direction of a competent employer before being admitted to undergo an examination of competency."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 25, 1954. 38111-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry, rendered obligatory by the decree No. 3003 of July 31st, 1946, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

Section II

1. Operation 107-1 shall be added: "Cutting by hand lining or inter-lining in cotton, "Faille", Fleece".

2. Operation 107-2 shall read as follows: "Cutting by machine lining or inter-lining in cotton, "Faille", fleece".

3. Operation 110-4 shall read as follows: "Cutting openings with die".

4. Operation 201-1, first paragraph, shall be replaced by the following: "Cutting-in leather: Sole, tap sole, Goodyear insole, Goodyear middle sole, Goodyear slip sole".

5. Operation 203-2A shall read as follows: "Cutting in leather: insole, middle sole, slip sole, (except Goodyear insole, Goodyear middle sole, Goodyear slip sole. Operation 201-1) Top piece, box toe, counter, heel pad, shank, lift".

6. The following words shall be added to article 221-3A: "Cementing rib reinforcement on Goodyear insole to replace channel".

7° L'opération suivante sera ajoutée: "227-3 Sabler la plateforme ou/et sabler le talon de bois pour les égaliser".

8° L'opération suivante sera ajoutée: "227-5: Sabler, dans la cambrure, le joint du talon et de la plateforme pour les égaliser".

9° L'opération 231-4 sera biffée et remplacée par la suivante: "Enlever le ciment sur le bord de la semelle avec machine à fraiser, procédé cimenté".

10° L'opération 234-5 sera remplacée par la suivante: "Ruguer, polir, teindre, lustrer la semelle libre sur l'automatique".

11° L'opération 242-2 se lira comme suit: "Coudre à points de chaînettes. Coudre la semelle à la tige avant que la chaussure soit montée".

12° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 313-1: "Former le bout et l'emboitage procédé Stitchdown — "Toe and heel flanging machine". "Coudre le bout et le talon sur "Stitchdown thread lasting machine".

13° L'article 313-3A suivant sera ajouté: "Rogner le surplus du bout et du talon sur la "Booth trimming machine".

14° L'opération 333-3A: "Battre la tige à froid ou à chaud" deviendra 333-2A.

15° L'opération 342-3 deviendra 342-2 et se lira comme suit: "Examiner, repasser, flamber la tige, passer l'air chaud sur la tige, après le montage ou le blocage".

16° Les mots suivants seront ajoutés à l'article 421-5A: "Poser les clous dans les talons libres en caoutchouc avec un marteau pour les faire tenir en place et cimenter la base en fibre".

17° L'opération 430-5 se lira comme suit: "Remettre sur forme".

18° L'opération 504-3 deviendra 504-2 et se lira comme suit: "Lustrer le talon. Rouler". Cette opération comprend en plus: "Laquer, teindre".

19° L'opération 506-2 sera ajoutée: "Finir le fond sablé, savoir: blanchir ou éponger, tracer le panneau, peindre le panneau, cirer ou lustrer, poinçonner l'œil d'oiseau". Cette opération comprend en plus: "Vernir ou pulvériser le fond, graisser le fond, passer la roue, orner à la roulette, estamper, laver, gommer, cirer le fond non sablé, teindre le bord".

20° L'opération 506-3 sera biffée et remplacée par la suivante: "Finir le fond non sablé, savoir: blanchir ou éponger, tracer le panneau, peindre le panneau, lustrer, poinçonner l'œil d'oiseau". Cette opération comprend en plus: "Vernir ou pulvériser le fond, graisser le fond, passer la roue, orner à la roulette, estamper, laver, gommer, cirer le fond non sablé, teindre le bord".

21° L'opération 507-5A se lira comme suit: "Vernir ou pulvériser le fond, graisser le fond, passer la roue, orner à la roulette, estamper, laver, gommer, cirer le fond non sablé, teindre le bord".

22° L'opération 508-5 sera ajoutée et se lira comme suit: "Brosser ou nettoyer la tige avant le repassage. Enlever la vis".

23° L'opération 516-1, premier paragraphe, se lira comme suit: "Repasser ou flamber la tige; passer l'air chaud sur la tige. Cette opération comprend:"

24° L'opération 520-4 sera ajoutée: "Poser la teinture (Dope) pour uniformiser la couleur du cuir".

25° L'opération 520-5A sera remplacée par la suivante: "Pulvériser ou vernir avec vernis incolore".

26° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 600-A: "Replier le garant extérieur ou la baguette sur le haut du quartier, lorsque l'opé-

7. The following operation shall be added "227-3: Scoring platform or/and scoring wood heel to even them".

8. The following operation shall be added "227-5: Scoring, in shank, the joint of heel and platform to even them".

9. Operation 231-4 shall be cancelled and replaced by the following: "Taking off beads on sole edge with trimming machine, cement process".

10. Operation 234-5 shall be replaced by the following: "Roughing, polishing, staining, setting sole on automatic".

11. Operation 242-2 shall read as follows: "Fairstitching. Sewing sole on upper before the lastinf of the shoe".

12. The following words shall be added to operation 313-1: "Forming toe and heel seat, stitchdown process. Toe and heel flanging machine. Sewing toe and heel on stitchdown thread lasting machine".

13. Operation 313-3A shall be added: "Trimming surplus or toe and heel on booth trimming machine".

14. Operation 333-3A: "Pounding upper, heated or not" shall become 333-2A.

15. Operation 342-3 shall become 342-2 and shall read as follows: "Inspecting, ironing, flaming, heat blowing upper after lasting or blocking".

16. The following words shall be added to article 421-5A: "Fixing nails in rubber heels with a hammer, before putting heels on the shoe, and cementing fibre base".

17. Operation 430-5 shall read as follows: "Relasting".

18. Operation 504-3 shall become 504-2 and shall read as follows: "Stoning or burnishing hell. Rolling. This operation includes also: "Veneering, staining hell".

19. Operation 506-2 shall be added: "Finishing buffed bottom, that is: Bleaching or sponging, tracing panel, painting panel, waxing or setting, punching bird's eye". This operation includes also: "Varnishing or spraying bottom, greasing bottom, wheeling, stamping, washing, gumming, waxing unbuffed bottom, staining edge".

20. Operation 506-3 shall be cancelled and replaced by the following: "Finishing unbuffed bottom, that is: Bleaching or sponging, tracing panel, painting panel, setting, punching bird's eye". This operation includes also: "Varnishing or spraying bottom, greasing bottom, wheeling, stamping, washing, gumming, waxing unbuffed bottom, staining edge".

21. Operation 507-5A shall read as follows: "Varnishing or spraying bottom, greasing bottom, wheeling, stamping, washing, gumming, waxing unbuffed bottom, staining edge".

22. Operation 508-5 shall be added to read as follows: "Brushing or cleaning upper before ironing. Taking out screw".

23. Operation 516-1, first paragraph, shall read as follows: "Treeing or flaming upper. Heat blowing upper. This operation includes:"

24. Operation 520-4 shall be added: "Dyeing or "Doping" to make the colour of the leather uniform".

25. Operation 520-5A shall be replaced by the following: "Spraying or dressing with colourless varnish".

26. The following words shall be added to operation 600-A: "Bending outside facing or back-strap on the top of quarter, when the operation

ration est faite par l'opératrice de machine à coudre".

27° Les mots "doubler la langue" dans l'opération 600-A seront remplacés par les mots "poser la doublure à la langue lorsque la piqure est faite par dessus".

28° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 600-A: "Coudre la baguette droite au puritain".

29° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 600-A: "Coudre au département de la couture, sur machine "Union Lockstitch", le tablier et le travers".

Note: Lorsque cette opération est faite sur la Landis, le model "O" ou le O.R.L., elle appartient à la classe-1.

30° Les mots: "Note: Coudre au puritain l'empeigne et le contrefort extérieur". Article 600-A seront remplacés par les mots: "600-1 Coudre au puritain l'empeigne, le tablier, le contrefort extérieur, la baguette de fantaisie, (baguette de fantaisie signifie toute baguette excepté la baguette droite). Cette opération comprend: "Coudre la baguette droite, au puritain (600-A)".

31° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 601-B: "Sabler le bord de la doublure pour le montage, procédé cimenté".

32° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 601-B: "Fendre le cuir, pour la tige, le talon et l'enveloppe de plateforme".

33° Les mots suivants seront ajoutés à l'article 601-B: "Poser la doublure à la langue lorsque la piqure est faite par dessous".

34° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 602-C: "Replier le garant extérieur ou la baguette sur le haut du quartier, lorsque l'opération est faite par une fille de table".

35° Les mots suivants seront ajoutés à l'opération 602-C: "Rogner la doublure à la main ou à la machine, au département de la couture, avant que la chaussure ne soit montée".

36° L'article 19 sera remplacé par le suivant: "Employés de bureau: Les employés de bureau, commis à la direction, à l'administration, comptabilité, tenue de livres et aux écritures ont droit aux salaires prévus par les ordonnances de la Commission du Salaire Minimum. Quant aux vacances, ils sont régis par le décret."

37° Les mots suivants seront ajoutés à l'article 31: "Lieu de travail: Toutefois, le Comité paritaire a le pouvoir de permettre le travail à domicile, pour des raisons et aux conditions qu'il juge à propos".

38° Tous les taux mentionnés à l'article 31-A seront majorés de 4%.

39° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 34B: "Dans l'établissement des réclamations mensuelles, il ne sera tenu compte que de ce qui a été gagné et de ce qui a été payé pendant le mois".

40° Les opérations 112-6, 211-6, 212-6, 213-6, 216-6, 224-6, 225-6, 227-6, 237-6, 246-6, 248-6, 250-6, 252-6, 255-6, 300-6A, 303-6A, 307-6A, 324-6A, 340-6A, 350-6A, 352-6, 353-6, 407-6A, 440-6A, 442-6A, 449-6, 450-6, 508-6, 521-6, 522-6, 523-6A, 528-6 seront remplacées par les suivantes:

"112-5, 211-5, 212-5, 213-5, 216-5, 224-5, 225-5, 227-5, 237-5, 246-5, 248-5, 250-5, 252-5, 255-5, 300-5A, 303-5A, 307-5A, 324-5A, 340-5A, 350-5A, 352-5, 353-5, 407-5A, 440-5A, 442-5A, 449-5, 450-5, 508-5, 521-5, 522-5, 523-5A, 528-5."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail rece-

is performed by sewing machine operator".

27. The words: "Lining tongue" in operation 600-A shall be replaced by the words: "Sewing lining to tongue when stitch is performed by the outside".

29. The following words shall be added to operation 600-A: "Sewing straight backstrap on puritain machine".

29. The following words shall be added to operation 600-A: "Sewing, in fitting department, on Union Lockstitch machine, plug or cross back".

Note: When this operation is performed on Landis or Model "O" or O.R.L. Machine it comes under class-1.

30. The words: "Note: "Stitching on puritain machine vamp and the outside counter", article 600-A, shall be replaced by the words: "600-1. Stitching on puritain machine vamp, plug, outside counter, fancy backstrap (Fancy backstrap means any backstrap except straight backstrap). This operation includes also: "Sewing straight backstrap on puritain machine".

31. The following words shall be added to operation 601-B: "Sanding of lining edges, cement process".

32. The following words shall be added to operation 601-B: "Splitting leather, for upper, heel and platform wrapper".

33. The following words shall be added to article 601-B: "Sewing lining to tongue when stitch is performed by inside".

34. The following words shall be added to operation 602-C: "Folding outside facing or backstrap on the top of the quarter, when operation is performed by girls doing table work".

35. The following words shall be added to operation 602-C: "Trimming lining by hand or machine, in fitting department, before the shoe is lasted".

36. Section 19 shall be replaced by the following: "Office employees: Office employees, including management, accounts and bookkeeping clerks, are entitled to the wages stipulated in the ordinances of the Minimum Wage Commission. Regarding vacation, they are covered by the decree."

37. The following words shall be added to section 31: "Working places: However, the joint Committee shall have the power to allow home work, for reasons and under conditions which it shall deem advisable."

38. All the rates mentioned in section 31-A shall be increased by 4%.

39. The following paragraph shall be added to section 34B: "In establishing monthly claims it shall be taken into account only what will have been earned and paid during the month concerned."

40. The operations: 112-6, 211-6, 212-6, 213-6, 216-6, 224-6, 225-6, 227-6, 237-6, 246-6, 248-6, 250-6, 252-6, 255-6, 300-6A, 303-6A, 307-6A, 324-6A, 340-6A, 350-6A, 352-6, 353-6, 407-6A, 440-6A, 442-6A, 449-6, 450-6, 508-6, 521-6, 522-6, 523-6A, 528-6 shall be replaced by the followings:

"112-5, 211-5, 212-5, 213-5, 216-5, 224-5, 225-5, 227-5, 237-5, 246-5, 248-5, 250-5, 252-5, 255-5, 300-5A, 303-5A, 307-5A, 324-5A, 340-5A, 350-5A, 352-5, 353-5, 407-5A, 440-5A, 442-5A, 449-5, 450-5, 508-5, 521-5, 522-5, 523-5A, 528-5."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will

vra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 septembre 1954. 38111-0

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 25, 1954. 38111-0

Voirie

AVIS

Les sections de routes ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 53, St-Henri — Ste-Germaine:

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin, comté de Dorchester:

Une section de 800 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 368; une section de 500 pieds à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 368; une section de 800 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 370, 371 et 372; une section de 4500 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 120, 123 et P. 128; une section de 750 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 129.

Route du Gouvernement;

Dans la municipalité de Baie des Sables, comté de Matane:

Une section de 395 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 345 et 346.

Rang Vire-Crêpe:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Nicolas-Sud, comté de Lévis:

Une section de 275 pieds, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 457, depuis son intersection avec la route N° 2 en allant vers le sud-ouest.

Québec, le 13 septembre 1954.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT. 38110-0

Roads

NOTICE

The sections of road hereinafter described, shall cease, for the future, to be maintained by the Department of Roads, because they have become useless for traffic:

Highway No. 53, St-Henri — Ste-Germaine.

In the municipality of the parish of Ste-Germaine of Lake Etchemin, county of Dorchester:

A section of 800 feet east of the new highway, on or facing lot No. 368; a section of 500 feet west of the new highway, on or facing lot No. 368; a section of 800 feet east of the new highway, on or facing lots Nos 370, 371 and 372; a section of 4500 feet east of the new highway; on or facing lots Nos 120, 123 and P. 128; a section of 750 feet, west of the new highway, on or facing lot No. P. 129.

Government Highway.

In the municipality of Baie des Sables, county of Matane:

A section of 395 feet southwest of the new highway, on or facing lots Nos P. 345 and 346.

Range Vire-Crêpe:

In the municipality of the parish of St-Nicolas-South, county of Lévis:

A section of 275 feet, on or facing lot No. P. 457, from its intersection with highway No. 2 going towards the southwest.

Quebec, September 13th, 1954.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads. 38110

Député élu

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Je donne avis par les présentes que monsieur John W. French, rentier, Cookshire, Compton, a été élu député du collège électoral de Compton, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Charles Daniel French, décédé.

Québec, le 24 septembre 1954.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R. 38075-0

Member Elected

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING- OFFICER

Notice is hereby given that Mr. John W. French, retired, Cookshire, Compton, has been returned to represent the electoral division of Compton, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of the Honourable Mr. Charles Daniel French, deceased.

Quebec, September 24th, 1954.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer. 38075-0

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le deuxième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-quatre et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,

38019-37-10-o

ANTOINE LEMIEUX.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec.
GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventeenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Québec, this second day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty four and the third year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Secretary of the Crown in Chancery,

38019-37-10

at Québec.

Sièges sociaux

MODERN PAVING & CONSTRUCTION LTD.

Avis est donné que "Modern Paving & Construction Ltd." constituée en corporation conformément à la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 30e jour de mars 1954, et ayant son siège social à Bon Conseil district d'Arthabaska, province de Québec, a établi son bureau audit Bon Conseil.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Bon Conseil, Québec, ce 9e jour de septembre 1954.

(Sceau)

MODERN PAVING & CONSTRUCTION LTD.,

38084

Par: M. E. HART.

AVIS OFFICIEL

"Le Conseil Waterloo, N° 2077, des Chevaliers de Colomb", de Waterloo, P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
GASTON LAPALME,

Le Secrétaire Archiviste,
ANDRÉ JOLIN.

38085-o

SAINT-JUDE GOLD MINES LIMITED (No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Saint-Jude Gold Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation

Head Offices

MODERN PAVING & CONSTRUCTION LTD.

Notice is hereby given that "Modern Paving & Construction Ltd.", incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the 30th day of March, 1954, and having its head office at Bon Conseil in the District of Arthabaska, in the Province of Québec, has established its office at the said Bon Conseil.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Bon Conseil, Québec, this 9th day of September, 1954.

MODERN PAVING & CONSTRUCTION LTD.,

(Seal)
38084-o

Per M. E. HART.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Waterloo, No. 2077 of Knights of Columbus", of Waterloo, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22nd, 1953.

GASTON LAPALME,
Grand Knight.

ANDRÉ JOLIN,
Recording-Secretary.

38085

SAINT-JUDE GOLD MINES LIMITED (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Saint-Jude Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent under the Quebec

par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 15 mars 1937, a établi son siège social à chambre 22, 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13e jour de septembre 1954.

38092

Le Vice-Président,
G. R. DANSEREAU

QUEBEC TUNGSTEN LTD.
(No Personal Liability)

Règlement N° 2

Il est par le présent règlement, décrété et ordonné ce qui suit:

Le bureau principal de la compagnie est établi dans la cité de Québec, au numéro 80, de la rue St-Pierre.

Adopté, décidé et signé, ce 21ième jour du mois d'août 1954.

En foi de quoi, il est apposé le seau de la compagnie.

(Signé) MAURICE BOISVERT,
Président,
Secrétaire,
(Signé) GÉRARD CORRIVEAU.

Je soussigné, Maurice Boisvert, président de la compagnie, déclare par les présentes, que le document ci-dessus est une copie exacte et authentique du règlement adopté par la compagnie le 21ième jour du mois d'août 1954, et ratifié le même jour à une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie.

38086-o

MAURICE BOISVERT.

Mining Companies' Act on March 15th, 1937, has established its Head Office at Room 22, 427 St. James Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 13th day of September, 1954.

38092-o

G. R. DANSEREAU,
Vice-President.

QUEBEC TUNGSTEN LTD.
(No Personal Liability)

By-law No. 2

It is hereby enacted and ordained by the present By-law, the following:

The head office of the company is established in the city of Quebec, at number 80 St-Peter Street.

Adopted and signed, this 21st day of the month of August, 1954.

In testimony whereof, the seal of the company has been affixed.

(Signed) MAURICE BOISVERT,
President,
(Signed) GÉRARD CORRIVEAU,
Secretary.

I, the undersigned, Maurice Boisvert, President of the Company, declare by these presents, that the document hereinabove is an exact and authentic copy of the By-law adopted by the company on the 21st day of the month of August, 1954, and ratified on the same day at a general and special meeting of the shareholders of the company.

38086

MAURICE BOISVERT.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
DE LA MUNICIPALITÉ DE NORANDA
(Comté de Rouyn-Noranda)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, John R. Pollock, secrétaire-trésorier, B.P. 103, Noranda, comté de Rouyn-Noranda, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, 13 octobre 1954 pour l'achat de \$254,000 d'obligations des Commissions d'écoles protestantes de la municipalité de Noranda, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 19 juillet 1954 — construction d'une école.

Aux fins d'adjudication de l'émission seulement, la computation de l'intérêt sera faite à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$254,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1955.	x\$23,000.00

Tenders

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF NORANDA
(County of Rouyn-Noranda)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned John R. Pollock, Secretary-Treasurer, P.O. Box 103, Noranda, County of Rouyn-Noranda, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, October 13th, 1954, for the purchase of an issue of \$254,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Noranda, Co. Rouyn-Noranda, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 19th, 1954—Construction of a school.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$254,000.00. — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1955.	x\$23,000.00

1er novembre 1956.....	x 24,000.00	November 1st, 1956.....	x 24,000.00
1er novembre 1957.....	x 25,000.00	November 1st, 1957.....	x 25,000.00
1er novembre 1958.....	x 26,500.00	November 1st, 1958.....	x 26,500.00
1er novembre 1959.....	7,000.00	November 1st, 1959.....	7,000.00
1er novembre 1960.....	7,000.00	November 1st, 1960.....	7,000.00
1er novembre 1961.....	7,500.00	November 1st, 1961.....	7,500.00
1er novembre 1962.....	8,000.00	November 1st, 1962.....	8,000.00
1er novembre 1963.....	8,000.00	November 1st, 1963.....	8,000.00
1er novembre 1964.....	8,500.00	November 1st, 1964.....	8,500.00
1er novembre 1965.....	9,000.00	November 1st, 1965.....	9,000.00
1er novembre 1966.....	9,500.00	November 1st, 1966.....	9,500.00
1er novembre 1967.....	10,000.00	November 1st, 1967.....	10,000.00
1er novembre 1968.....	10,000.00	November 1st, 1968.....	10,000.00
1er novembre 1969.....	10,500.00	November 1st, 1969.....	10,500.00
1er novembre 1970.....	11,000.00	November 1st, 1970.....	11,000.00
1er novembre 1971.....	11,500.00	November 1st, 1971.....	11,500.00
1er novembre 1972.....	12,000.00	November 1st, 1972.....	12,000.00
1er novembre 1973.....	12,500.00	November 1st, 1973.....	12,500.00
1er novembre 1974.....	13,500.00	November 1st, 1974.....	13,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$82,609 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 4 versements de \$20,652.25 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles qui sera tenue mercredi 13 octobre 1954, à 7.30 heures p.m., à l'école élémentaire, coin de la 5e rue et de la rue Murdock, à Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Les Commissaires d'Écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Noranda (Comté de Rouyn-Noranda), ce 20 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
JOHN R. POLLOCK.

B.P. 103, Noranda,
(Co. Rouyn-Noranda), P.Q. 38093

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
DE LA MUNICIPALITÉ DE RICHMOND
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, G. Marveau Alexander, secrétaire-trésorier, Richmond, comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi 12 oct. 1954, pour l'achat de \$43,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes de la Municipalité de Richmond, comté de Richmond, datées

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$82,609, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$20,652.25 each, from 1955 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Noranda, County of Rouyn-Noranda.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Noranda, County of Rouyn-Noranda.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, October 13th, 1954, at 7.30 o'clock p.m., at the Elementary School, corner of 5th Street and Murdock Street, at Noranda, County of Rouyn-Noranda.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Noranda, (County of Rouyn-Noranda), this 20th of September, 1954.

JOHN R. POLLOCK,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 103, Noranda,
(Co. Rouyn-Noranda), P.Q. 38093-0

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF RICHMOND
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, G. Marveau Alexander, Secretary-Treasurer, Richmond, County of Richmond, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 12th, 1954, for the purchase of an issue of \$43,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Richmond, County of Richmond, dated

du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 10 mai 1954 — coût supplémentaire de la construction d'une addition au High School.

Aux fins d'adjudication de l'émission seulement, la computation de l'intérêt sera faite à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortiss. ment — \$43,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er novembre 1955.....	\$2,000.00
1er novembre 1956.....	2,000.00
1er novembre 1957.....	2,500.00
1er novembre 1958.....	2,500.00
1er novembre 1959.....	2,500.00
1er novembre 1960.....	2,500.00
1er novembre 1961.....	2,500.00
1er novembre 1962.....	3,000.00
1er novembre 1963.....	3,000.00
1er novembre 1964.....	3,000.00
1er novembre 1965.....	3,000.00
1er novembre 1966.....	3,500.00
1er novembre 1967.....	3,500.00
1er novembre 1968.....	3,500.00
1er novembre 1969.....	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Richmond, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Richmond, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles qui sera tenue mardi 12 octobre 1954, à 8 heures p.m., au collège St-François, Richmond, comté de Richmond.

Les Commissaires d'Écoles Protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond, (Comté de Richmond), ce 20 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,

G. MARVEAU ALEXANDER.

Richmond,
(Comté de Richmond) P.Q. 38105

Province de Québec

VILLE DE VICTORIAVILLE
(Comté d'Arthabaska)

November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 10th, 1954 — Extra cost of the construction of an addition to the High School.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$43,000.00 — 15 years

Year	Capital
November 1st, 1955.....	\$2,000.00
November 1st, 1956.....	2,000.00
November 1st, 1957.....	2,500.00
November 1st, 1958.....	2,500.00
November 1st, 1959.....	2,500.00
November 1st, 1960.....	2,500.00
November 1st, 1961.....	2,500.00
November 1st, 1962.....	3,000.00
November 1st, 1963.....	3,000.00
November 1st, 1964.....	3,000.00
November 1st, 1965.....	3,000.00
November 1st, 1966.....	3,500.00
November 1st, 1967.....	3,500.00
November 1st, 1968.....	3,500.00
November 1st, 1969.....	4,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Richmond, County of Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Richmond, County of Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 12th, 1954, at 8 o'clock p.m., at St. Francis College, Richmond, County of Richmond.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Richmond, (County of Richmond), this 20th of September, 1954.

G. MARVEAU ALEXANDER,

Secretary-Treasurer.

Richmond,
(County of Richmond), P.Q. 38105-o

Province of Quebec

TOWN OF VICTORIAVILLE
(County of Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Beaudet, greffier, Hôtel de Ville, B.P. 183, Victoriaville, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 13 octobre 1954, pour l'achat de \$435,000.00 d'obligations de la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 369 — \$45,000.00 — achat d'un immeuble industriel — Et règlement d'emprunt N° 373 — \$390,000.00 — trottoirs, aqueduc et égouts, remboursement de dépenses capitales déjà effectuées, pavages, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$435,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1955	\$15,500.00
1er novembre 1956	16,000.00
1er novembre 1957	16,500.00
1er novembre 1958	17,000.00
1er novembre 1959	18,000.00
1er novembre 1960	18,500.00
1er novembre 1961	19,000.00
1er novembre 1962	20,000.00
1er novembre 1963	20,500.00
1er novembre 1964	21,500.00
1er novembre 1965	22,500.00
1er novembre 1966	23,500.00
1er novembre 1967	24,000.00
1er novembre 1968	28,000.00
1er novembre 1969	23,000.00
1er novembre 1970	24,000.00
1er novembre 1971	25,000.00
1er novembre 1972	26,500.00
1er novembre 1973	27,500.00
1er novembre 1974	28,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 octobre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Victoriaville (Comté d'Arthabaska), ce 20 septembre 1954.

Le Greffier,

RAYMOND BEAUDET.

Hôtel de Ville, B.P. 183, Victoriaville,
(Comté d'Arthabaska), P.Q. 38094-0

received by the undersigned Raymond Beaudet, clerk, City Hall, P.B. 183, Victoriaville, county of Arthabaska, until 8 o'clock p.m., Wednesday, October 13th, 1954, for the purchase of an issue of \$435,000.00 of bonds of the Town of Victoriaville, county of Arthabaska, dated November 1st, 1954, and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 369 — the Purchasing of an industrial building — and Loan By-law No. 373 — \$390,000.00 — sidewalks, waterworks and sewage, reimbursement of Capital expenditures already effected, paving, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$435,000.00 — 20 years.

Year	Capital
November 1st, 1955	\$15,500.00
November 1st, 1956	16,000.00
November 1st, 1957	16,500.00
November 1st, 1958	17,000.00
November 1st, 1959	18,000.00
November 1st, 1960	18,500.00
November 1st, 1961	19,000.00
November 1st, 1962	20,000.00
November 1st, 1963	20,500.00
November 1st, 1964	21,500.00
November 1st, 1965	22,500.00
November 1st, 1966	23,500.00
November 1st, 1967	24,000.00
November 1st, 1968	28,000.00
November 1st, 1969	23,000.00
November 1st, 1970	24,000.00
November 1st, 1971	25,000.00
November 1st, 1972	26,500.00
November 1st, 1973	27,500.00
November 1st, 1974	28,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Victoriaville, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Victoriaville, county of Arthabaska.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 13th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Victoriaville, county of Arthabaska.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Victoriaville (County of Arthabaska), this September 20th, 1954.

RAYMOND BEAUDET,

Clerk.

City Hall, P.B. 183, Victoriaville,
(County of Arthabaska), P.Q. 38094

Province de Québec
CITÉ DE SHERBROOKE
AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, Antonin Deslauriers, greffier, Hôtel de Ville, Sherbrooke, jusqu'à 5.00 p.m., mardi, le 12 octobre 1954, pour l'achat de \$1,064,000.00 d'obligations de la cité de Sherbrooke, P.Q., datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries pendant vingt (20) ans, du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement, les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou varier selon les échéances.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er novembre 1955	\$ 36,000.00
1er novembre 1956	37,000.00
1er novembre 1957	38,000.00
1er novembre 1958	41,000.00
1er novembre 1959	41,000.00
1er novembre 1960	43,000.00
1er novembre 1961	45,000.00
1er novembre 1962	48,000.00
1er novembre 1963	50,000.00
1er novembre 1964	51,000.00
1er novembre 1965	54,000.00
1er novembre 1966	55,000.00
1er novembre 1967	58,000.00
1er novembre 1968	61,000.00
1er novembre 1969	64,000.00
1er novembre 1970	62,000.00
1er novembre 1971	66,000.00
1er novembre 1972	68,000.00
1er novembre 1973	72,000.00
1er novembre 1974	74,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer le produit de la vente des obligations ci-dessus, avec l'intérêt accru, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Ce capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Toronto, Ont. ou à Sherbrooke.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil, qui sera tenue, mardi, le 12 octobre 1954, à 5.00 heures de l'après-midi, en la salle du Conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de Sherbrooke.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, le 22 septembre 1954.

L. Greffier,

ANT. DESLAURIERS.

38122-o

Province of Quebec
CITY OF SHERBROOKE
PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed: "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Antonin Deslauriers, City Clerk, City Hall, Sherbrooke, P.Q., until 5.00 p.m. on Tuesday, October 12th, 1954, for the purchase of an issue of bonds of the city of Sherbrooke, amounting to \$1,064,000.00, dated November 1st, 1954 and maturing serially during twenty (20) years, from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or vary according to maturities.

The table of redemption is as follows:

Year	Capital
November 1st, 1955	\$ 36,000.00
November 1st, 1956	37,000.00
November 1st, 1957	38,000.00
November 1st, 1958	41,000.00
November 1st, 1959	41,000.00
November 1st, 1960	43,000.00
November 1st, 1961	45,000.00
November 1st, 1962	48,000.00
November 1st, 1963	50,000.00
November 1st, 1964	51,000.00
November 1st, 1965	54,000.00
November 1st, 1966	55,000.00
November 1st, 1967	58,000.00
November 1st, 1968	61,000.00
November 1st, 1969	64,000.00
November 1st, 1970	62,000.00
November 1st, 1971	66,000.00
November 1st, 1972	68,000.00
November 1st, 1973	72,000.00
November 1st, 1974	74,000.00

The successful bidden agrees to pay the product of the sale of the above mentioned bonds, with accrued interest, by certified cheque, payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, Toronto, Ont. or Sherbrooke, P.Q.

The said bonds are under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the council, to be held on Tuesday, October 12th, 1954, at 5.00 p.m., in the Council Room, City Hall, Sherbrooke, P.Q. The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sherbrooke, September 22nd, 1954.

ANT. DESLAURIERS,

City Clerk.

38122-o

Province de Québec

CANTON FARNHAM, PARITE EST
(Comté de Brôme)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Veilleux, secrétaire-trésorier, Adamsville, comté de Brôme, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 14 octobre 1954, pour l'achat de \$23,000.00 d'obligations du canton Farnham, partie est, comté de Brôme, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 2—deuxième et dernière tranche — construction de routes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1953.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$23,000.00 — 18 ans

Année	Capital
1er octobre 1955	\$ 500.00
1er octobre 1956	500.00
1er octobre 1957	1,000.00
1er octobre 1958	1,000.00
1er octobre 1959	1,000.00
1er octobre 1960	1,000.00
1er octobre 1961	1,000.00
1er octobre 1962	1,500.00
1er octobre 1963	1,000.00
1er octobre 1964	1,000.00
1er octobre 1965	1,500.00
1er octobre 1966	1,500.00
1er octobre 1967	1,500.00
1er octobre 1968	2,000.00
1er octobre 1969	1,500.00
1er octobre 1970	1,500.00
1er octobre 1971	2,000.00
1er octobre 1972	2,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Cowansville, comté de Missisquoi.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 14 octobre 1954, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de East Farnham, comté de Brôme.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Adamsville, (comté de Brôme), ce 21 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT VEILLEUX.

Adamsville, (comté de Brôme), P.Q. 38117-o

Province of Quebec

TOWNSHIP FARNHAM, EASTERN PART
(County of Brôme)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Veilleux, secretary-treasurer, Adamsville, county of Brôme, until 8 o'clock p.m., Thursday, October 14, 1954, for the purchase of an issue of \$23,000 of bonds of the township of Farnham, Eastern Part, County of Brôme, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 2 — second and last group-road construction.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1953.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$23,000.00 — 18 years

Year	Capital
October 1st, 1955	\$ 500.00
October 1st, 1956	500.00
October 1st, 1957	1,000.00
October 1st, 1958	1,000.00
October 1st, 1959	1,000.00
October 1st, 1960	1,000.00
October 1st, 1961	1,000.00
October 1st, 1962	1,500.00
October 1st, 1963	1,000.00
October 1st, 1964	1,000.00
October 1st, 1965	1,500.00
October 1st, 1966	1,500.00
October 1st, 1967	1,500.00
October 1st, 1968	2,000.00
October 1st, 1969	1,500.00
October 1st, 1970	1,500.00
October 1st, 1971	2,000.00
October 1st, 1972	2,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cowansville, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at the bank mention in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Cowansville, county of Missisquoi.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, October 14, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of East Farnham, county of Brôme.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Adamsville, (county of Brôme), September 21, 1954.

ALBERT VEILLEUX,
Secretary-Treasurer.

Adamsville, (county of Brôme), P.Q. 38117

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-THOMAS-DIDYME
(Comté de Roberval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Coutu, secrétaire-trésorier, St-Thomas-Didyme, comté de Roberval, jusqu'à 7 heures p.m., jeudi, le 14 octobre 1954, pour l'achat de \$70,500.00 d'obligations des commissaires d'école pour la municipalité de St-Thomas-Didyme, comté de Roberval, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre, de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 juillet 1954 — Construction d'une école élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$70,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1955.....	x\$14,500.00
1er novembre 1956.....	x 15,000.00
1er novembre 1957.....	x 16,000.00
1er novembre 1958.....	1,000.00
1er novembre 1959.....	1,000.00
1er novembre 1960.....	1,000.00
1er novembre 1961.....	1,000.00
1er novembre 1962.....	1,000.00
1er novembre 1963.....	1,500.00
1er novembre 1964.....	1,500.00
1er novembre 1965.....	1,500.00
1er novembre 1966.....	1,500.00
1er novembre 1967.....	1,500.00
1er novembre 1968.....	1,500.00
1er novembre 1969.....	1,500.00
1er novembre 1970.....	1,500.00
1er novembre 1971.....	2,000.00
1er novembre 1972.....	2,000.00
1er novembre 1973.....	2,000.00
1er novembre 1974.....	2,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$46,425, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$15,475 chacun, de 1955 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire, s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Normandin, comté de Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST-THOMAS-DIDYME
(County of Roberval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Coutu, secretary-treasurer, St-Thomas-Didyme, county of Roberval, until 7 o'clock p.m., Thursday, October 14, 1954, for the purchase of an issue of \$70,550.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Thomas-Didyme, county of Roberval, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 2, 1954 — Erection of an elementary school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$70,500.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1955.....	x\$14,500.00
November 1st, 1956.....	x 15,000.00
November 1st, 1957.....	x 16,000.00
November 1st, 1958.....	1,000.00
November 1st, 1959.....	1,000.00
November 1st, 1960.....	1,000.00
November 1st, 1961.....	1,000.00
November 1st, 1962.....	1,000.00
November 1st, 1963.....	1,500.00
November 1st, 1964.....	1,500.00
November 1st, 1965.....	1,500.00
November 1st, 1966.....	1,500.00
November 1st, 1967.....	1,500.00
November 1st, 1968.....	1,500.00
November 1st, 1969.....	1,500.00
November 1st, 1970.....	1,500.00
November 1st, 1971.....	2,000.00
November 1st, 1972.....	2,000.00
November 1st, 1973.....	2,000.00
November 1st, 1974.....	2,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$46,425 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$15,475 each, from 1955 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Normandin, county of Roberval.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 14 octobre 1954, à 7 heures p.m., en la salle municipale, St-Thomas-Didyme, comté de Roberval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Thomas-Didyme, (Comté de Roberval),
ce 22 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH COUTU.

St-Thomas-Didyme,
(Comté de Roberval), P.Q. 38118-0

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, October 14, 1954, at 7 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Thomas Didyme, county of Roberval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Thomas-Didyme, (County of Roberval),
September 22, 1954.

JOSEPH COUTU,
Secretary-Treasurer.

St-Thomas-Didyme,
(County of Roberval), P.Q. 38118

Province de Québec

CITÉ DE LAUZON
(Comté de Lévis)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. Bourassa, greffier, Hôtel de Ville, 304 rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 12 octobre 1954, pour l'achat de \$135,000.00 d'obligations de la cité de Lauzon, comté de Lévis, datées du 1er août 1954 et remboursables par séries du 1er août 1955 et 1er août 1974, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 315 — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$135,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1955.....	\$6,500.00
1er août 1956.....	6,500.00
1er août 1957.....	6,500.00
1er août 1958.....	6,500.00
1er août 1959.....	6,500.00
1er août 1960.....	6,500.00
1er août 1961.....	6,500.00
1er août 1962.....	6,500.00
1er août 1963.....	6,500.00
1er août 1964.....	6,500.00
1er août 1965.....	7,000.00
1er août 1966.....	7,000.00
1er août 1967.....	7,000.00
1er août 1968.....	7,000.00
1er août 1969.....	7,000.00
1er août 1970.....	7,000.00
1er août 1971.....	7,000.00
1er août 1972.....	7,000.00
1er août 1973.....	7,000.00
1er août 1974.....	7,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lauzon, comté de Lévis.

Le capital et les intérêts sont payable à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affecte

Province of Quebec

CITY OF LAUZON
(County of Lévis)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Bourassa, clerk City Hall, 304 St. Joseph Street, Lauzon, county of Lévis, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 12, 1954, for the purchase of an issue of \$135,000.00 of bonds of the City of Lauzon, County of Lévis, dated August 1st, 1954 and redeemable serially from August 1st, 1955 to August 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 315 — Work on sewers and waterworks.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$135,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1955.....	\$6,500.00
August 1st, 1956.....	6,500.00
August 1st, 1957.....	6,500.00
August 1st, 1958.....	6,500.00
August 1st, 1959.....	6,500.00
August 1st, 1960.....	6,500.00
August 1st, 1961.....	6,500.00
August 1st, 1962.....	6,500.00
August 1st, 1963.....	6,500.00
August 1st, 1964.....	6,500.00
August 1st, 1965.....	7,000.00
August 1st, 1966.....	7,000.00
August 1st, 1967.....	7,000.00
August 1st, 1968.....	7,000.00
August 1st, 1969.....	7,000.00
August 1st, 1970.....	7,000.00
August 1st, 1971.....	7,000.00
August 1st, 1972.....	7,000.00
August 1st, 1973.....	7,000.00
August 1st, 1974.....	7,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lauzon, county of Lévis.

Capital and interest are payable at all branches of chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the

tera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 12 octobre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Lauzon, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lauzon, (Comté de Lévis), ce 21 septembre 1954.

Le Greffier,
L. BOURASSA.

Hôtel de Ville, 304 rue St-Joseph, Lauzon,
(Comté de Lévis), P.Q. 38102-0

bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 12th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall of Lauzon, county of Lévis.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lauzon, (County of Lévis), September 21, 1954.

L. BOURASSA,
Clerk.

City Hall, 304 St. Joseph St., Lauzon,
(County of Lévis), P.Q. 38102

Province de Québec

VILLE DE ST-EUSTACHE
(Comté de Deux-Montagnes)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Chaurette, greffier, Hôtel de Ville, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 12 octobre 1954, pour l'achat de \$103,000.00 d'obligations de la ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 290 — \$8,800 — Travaux d'égouts.

Règlement d'emprunt No. 291 — \$1,700 — Travaux d'égouts.

Règlement d'emprunt No. 294 — \$6,900 — Travaux d'égouts.

Règlement d'emprunt No. 302 — \$9,000 — Élargissement de rues.

Règlement d'emprunt No. 303 — \$30,000 — Travaux d'améliorations.

Règlement d'emprunt No. 306 — \$29,000 — Travaux d'égouts.

Règlement d'emprunt No. 307 — \$17,800 — Travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$103,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1 novembre 1955	\$4,000.00
1 novembre 1956	4,500.00
1 novembre 1957	4,500.00
1 novembre 1958	4,500.00
1 novembre 1959	4,500.00
1 novembre 1960	5,000.00
1 novembre 1961	5,000.00
1 novembre 1962	5,000.00
1 novembre 1963	5,000.00
1 novembre 1964	5,000.00
1 novembre 1965	5,500.00
1 novembre 1966	5,500.00
1 novembre 1967	5,500.00
1 novembre 1968	5,500.00

Province of Quebec

TOWN OF ST. EUSTACHE
(County of Two Mountains)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Chaurette, Clerk, City Hall, St. Eustache, County of Two Mountains, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 12, 1954 for the purchase of an issue of \$103,000.00 of bonds of the Town of St. Eustache County of Two Mountains, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 290 — \$8,800 — Work re sewers.

Loan By-law No. 291 — \$1,700 — Work re sewers.

Loan By-law No. 294 — \$6,900 — Work re sewers.

Loan By-law No. 302 — \$9,000 — Widening of Streets.

Loan By-law No. 303 — \$30,000 — Improvement work.

Loan By-law No. 306 — \$29,000 — Work re sewers.

Loan By-law No. 307 — 17,800 — Waterworks.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$103,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1955	\$4,000.00
November 1st, 1956	4,500.00
November 1st, 1957	4,500.00
November 1st, 1958	4,500.00
November 1st, 1959	4,500.00
November 1st, 1960	5,000.00
November 1st, 1961	5,000.00
November 1st, 1962	5,000.00
November 1st, 1963	5,000.00
November 1st, 1964	5,000.00
November 1st, 1965	5,500.00
November 1st, 1966	5,500.00
November 1st, 1967	5,500.00
November 1st, 1968	5,500.00

1 novembre 1969	5,500.00	November 1st, 1969	5,500.00
1 novembre 1970	5,500.00	November 1st, 1970	5,500.00
1 novembre 1971	5,500.00	November 1st, 1971	5,500.00
1 novembre 1972	5,500.00	November 1st, 1972	5,500.00
1 novembre 1973	6,000.00	November 1st, 1973	6,000.00
1 novembre 1974	6,000.00	November 1st, 1974	6,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache, comté de Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Eustache, comté de Deux-Montagnes.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts réformés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 12 octobre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache, (comté de Deux-Montagnes), ce 21 septembre 1954.

Le Greffier,
HENRI CHAURETTE.

Hôtel de ville, St-Eustache,
(Comté de Deux-Montagnes), P.Q. 38119-0

Province de Québec

SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES DE LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-HILAIRE
(Comté de Rouville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-F. Lear, secrétaire-trésorier, B.P. 8, Otterburn Park, comté de Rouville jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 13 octobre 1954, pour l'achat de \$77,000.00 d'obligations des Syndics d'Écoles Protestantes de la Municipalité du Village de St-Hilaire, comté de Rouville datées du 1er septembre 1954 et remboursables par séries du 1er septembre 1955 au 1er septembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 14 juin 1954 — additions à l'école élémentaire et autres dépenses.

Aux fins d'adjudication de l'émission seulement, la computation de l'intérêt sera faite à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$77,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1955	x \$ 8,500.00
1er septembre 1956	x 9,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Eustache, County of Two Mountains.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St. Eustache, County of Two Mountains.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 12, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, St. Eustache, County of Two Mountains.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Eustache, (County of Two Mountains), this September 21st, 1954.

HENRI CHAURETTE,
Clerk.

City Hall, St. Eustache,
(County of Two Mountains.) P.Q. 38119

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL TRUSTEES FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. HILAIRE
(County of Rouville)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. F. Lear, Secretary-Treasurer, P.O. Box 8, Otterburn Park, county of Rouville, until 8 o'clock p.m., Wednesday October 13th, 1954, for the purchase of an issue of \$77,000.00 of bonds of the Protestant School Trustees for the Municipality of the village of St. Hilaire, county of Rouville, dated September 1st, 1954 and redeemable serially from September 1st, 1955 to September 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 14th, 1954 — Extensions to the Elementary School and other expenditures.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$77,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1955	x \$ 8,500.00
September 1st, 1956	x 9,000.00

1er septembre 1957..... x	9,500.00	September 1st, 1957..... x	9,500.00
1er septembre 1958..... x	10,000.00	September 1st, 1958..... x	10,000.00
1er septembre 1959.....	2,000.00	September 1st, 1959.....	2,000.00
1er septembre 1960.....	2,000.00	September 1st, 1960.....	2,000.00
1er septembre 1961.....	2,000.00	September 1st, 1961.....	2,000.00
1er septembre 1962.....	2,000.00	September 1st, 1962.....	2,000.00
1er septembre 1963.....	2,000.00	September 1st, 1963.....	2,000.00
1er septembre 1964.....	2,000.00	September 1st, 1964.....	2,000.00
1er septembre 1965.....	2,500.00	September 1st, 1965.....	2,500.00
1er septembre 1966.....	2,500.00	September 1st, 1966.....	2,500.00
1er septembre 1967.....	2,500.00	September 1st, 1967.....	2,500.00
1er septembre 1968.....	2,500.00	September 1st, 1968.....	2,500.00
1er septembre 1969.....	2,500.00	September 1st, 1969.....	2,500.00
1er septembre 1970.....	3,000.00	September 1st, 1970.....	3,000.00
1er septembre 1971.....	3,000.00	September 1st, 1971.....	3,000.00
1er septembre 1972.....	3,000.00	September 1st, 1972.....	3,000.00
1er septembre 1973.....	3,000.00	September 1st, 1973.....	3,000.00
1er septembre 1974.....	3,500.00	September 1st, 1974.....	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$33,600.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$8,400.00 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Belœil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Belœil, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Syndics d'Écoles qui sera tenue mercredi, 13 octobre 1954, à 8 heures p.m., à la maison d'école, Otterburn Park, comté de Rouville.

Les Syndics d'Écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Otterburn Park (Comté de Rouville), ce 21 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
L. F. LEAR.

B.P. 8, Otterburn Park,
(Comté de Rouville), P.Q. 38106

Province de Québec

LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
CATHOLIQUES DE LA VILLE DE WATERLOO
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Guy Genest, secrétaire-trésorier, 760 rue Principale, Waterloo, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 14 octobre 1954, pour l'achat de \$210,000.00 d'obligations du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo, comté de Shefford, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1974 inclusivement,

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$33,600.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$8,400.00 each, from 1955 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Belœil, county of Verchères.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Belœil, county of Verchères.

*The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Trustees to be held on Wednesday, October 13th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the School House, Otterburn Park, county of Rouville.

The Protestant School Trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Otterburn Park (county of Rouville), this 21st of September, 1954.

L. F. LEAR,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 8, Otterburn Park,
(County of Rouville), P.Q. 38106-0

Province of Quebec

THE ROMAN CATHOLIC BOARD OF SCHOOL
COMMISSIONERS OF THE TOWN OF WATERLOO
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Guy Genest, Secretary-Treasurer, 760 Main Street, Waterloo, county of Shefford, until 8 o'clock p.m., Thursday, October 14th, 1954, for the purchase of an issue of \$210,000.00 of bonds of the Roman Catholic Board of School Commissioners of the Town of Waterloo, county of Shefford, dated October 1st, 1954, and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1974 inclusively,

avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 août 1954 — Construction d'une école de dix classes, réfection du collège, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$210,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er octobre 1955.....	x \$19,500.00
1er octobre 1956.....	x 20,500.00
1er octobre 1957.....	x 21,500.00
1er octobre 1958.....	x 22,500.00
1er octobre 1959.....	x 23,500.00
1er octobre 1960.....	5,000.00
1er octobre 1961.....	5,000.00
1er octobre 1962.....	5,500.00
1er octobre 1963.....	5,500.00
1er octobre 1964.....	6,000.00
1er octobre 1965.....	6,000.00
1er octobre 1966.....	6,500.00
1er octobre 1967.....	6,500.00
1er octobre 1968.....	7,000.00
1er octobre 1969.....	7,500.00
1er octobre 1970.....	7,500.00
1er octobre 1971.....	8,000.00
1er octobre 1972.....	8,500.00
1er octobre 1973.....	9,000.00
1er octobre 1974.....	9,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$97,834, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$19,566.80 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Waterloo, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 14 octobre 1954, à 8 heures p.m., à la salle des commissaires à l'École St-Bernardin à Waterloo, comté de Shefford.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterloo (Comté de Shefford), ce 21 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY GENEST.

760 rue Principale, Waterloo,
(Comté de Shefford), P.Q.

38112-0

with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 5th, 1954 — Construction of a ten-classroom school, restoration of the college etc.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$210,000.00 — 20 years.

Year	Capital
October 1st, 1955.....	x \$19,500.00
October 1st, 1956.....	x 20,500.00
October 1st, 1957.....	x 21,500.00
October 1st, 1958.....	x 22,500.00
October 1st, 1959.....	x 23,500.00
October 1st, 1960.....	5,000.00
October 1st, 1961.....	5,000.00
October 1st, 1962.....	5,500.00
October 1st, 1963.....	5,500.00
October 1st, 1964.....	6,000.00
October 1st, 1965.....	6,000.00
October 1st, 1966.....	6,500.00
October 1st, 1967.....	6,500.00
October 1st, 1968.....	7,000.00
October 1st, 1969.....	7,500.00
October 1st, 1970.....	7,500.00
October 1st, 1971.....	8,000.00
October 1st, 1972.....	8,500.00
October 1st, 1973.....	9,000.00
October 1st, 1974.....	9,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$97,834, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$19,566.80 each, from 1955 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Waterloo, county of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Waterloo, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, October 14th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Commissioners' hall of the St. Bernardin School in Waterloo, county of Shefford.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Waterloo (County of Shefford), this 21st of September, 1954.

GUY GENEST,
Secretary-Treasurer.

760 Main Street, Waterloo,
(County of Shefford), P.Q.

38112-0

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Province de Québec, district de St-François Bedford, Cour Supérieure, N° 1459, "En matière de faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Léon Maurice, meunier, Ste-Valérie, comté de Shefford, P.Q. débiteur; & Claude Perras, syndie.

Province of Quebec, district of St. Francis Bedford, Superior Court, No. 1459, "Sitting in Bankruptcy". In the matter of bankruptcy of: Léon Maurice, miller, Ste-Valérie, county of Shefford, P.Q., debtor, & Claude Perras, trustee.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Désignation: Un terrain emplacement situé au village de Daveluyville du côté ouest de la rue Ste-Anne, de la contenance de deux cents pieds (200') de largeur, du nord au sud, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la rue projetée Intercolonial et y compris le terrain adjacent de ladite rue à aller en profondeur, vers l'ouest, jusqu'au terrain d'Hermann Fournier, pour une même largeur; lequel emplacement est connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska, comme étant une partie Sud du lot numéro huit, tout le lot numéro sept et d'une partie Nord du lot numéro six (pour compléter les deux cents pieds) tous des subdivisions officielles du lot primitif numéro quarante et un (p.s. 41-S, 41-7 & p.n. 41-6) et une partie du numéro quarante et un (p. 41) non subdivisé, avec, en plus, tous les droits qu'a ledit Léon Maurice, mais sans aucune garantie de sa part qu'il peut avoir et prétendre, sur la partie de la rue projetée Intercolonial désignée au susdit cadastre sous le numéro quarante et un G (p. 41-G) pour la partie bordant les emplacements ci-dessus vendus, soit deux cents pieds; la mesure des deux cents pieds doit se faire à partir de la limite du terrain des Chemins de Fer Nationaux, en allant vers le Sud et dans le sens des lots, et est bornée au Nord par le terrain du Chemin de Fer, à l'Est par la rue Sainte-Anne, au Sud par Lausophe Nault ou représentants, et à l'Ouest par ledit terrain d'Hermann Fournier, tel que ledit morceau de terrain est actuellement clôturé. Avec toutes les bâtisses dessus construites, et avec, aussi, toute les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble."

Designation: An emplacement lot situate in the village of Daveluyville on the western side of Ste-Anne Street, containing two hundred feet (200') in width, from North to South, upon the whole depth which may be found starting from the projected Intercolonial Street and the land comprised therein adjacent to the said street, reaching in depth, on the West, as far as the land of Hermann Fournier, for the same width; which emplacement is known and designated on the official cadastre of the Township of Bulstrode, county of Arthabaska, as being the southern part of lot number eight, the whole lot number seven and the Northern part of lot number six (to complete the two hundred feet) all the official subdivisions of the primitive lot number forty-one (Pt. S. 41-S, 41-7 & Pt. N. 41-6) and a part of number forty-one (Pt. 41) unsubdivided, with, moreover, all the rights which the said Léon Maurice has, but with no guarantee on his part which he may have or pretend to have, upon part of the projected Intercolonial Street designated on the above said cadastre under number forty-one G (Pt. 41-G) for that part bordering the emplacements above sold, albeit two hundred feet; the measuring of the two hundred feet should be made starting from the limits of the Canadian National Railway property, going towards the South and in the same direction as the lots, and is bounded on the North by the railroad property, on the East by Saint-Anne Street, on the South by Lausophe Nault or representatives, and on the West, by the said land of Hermann Fournier, as the said parcel of land is presently fenced. With all the buildings thereon erected and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable."

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de St-François Bedford (En faillite), rendu le 8 septembre 1954, à l'enchère publique, suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédure civile, à la porte de l'Église paroissiale de Daveluyville, MARDI le DIX-NEUF OCTOBRE 1954, à MIDI, heure solaire.

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of St. Francis Bedford (In bankruptcy), rendered on September 8, 1954, at public auction according to Law, so that the said sale shall have the effect of a forced decree according to the terms of Civil Procedure, at the parochial church door of Daveluyville, TUESDAY, OCTOBER NINETEENTH, 1954, at NOON, Standard Time.

Conditions: comptant.

Conditions: cash.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2 1/2% conformément à la Loi.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2 1/2% in conformity with the Law.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Daté à Montréal, le 13 septembre 1954.

Dated at Montreal, this thirteenth day of September, 1954.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Bureau de:

Perras & Perras, syndics,
4, Notre-Dame, est.
Montréal, P.Q.

Office of:

Perras & Perras, trustees,
4, Notre-Dame Street, East,
Montreal, P.Q.

38043-38-2-0

38043-38-2

Vente par licitation

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 9387, Dame Éva Carignan, demanderesse vs Éloi Marcotte, défendeur et le Régistrateur du comté de Drummond, Mis-en-cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siègeant à Drummondville, dans le district d'Arthabaska, le 24 août 1954, dans une cause dans laquelle Dame Éva Carignan, épouse de Éloi Marcotte, de St-Simon de Drummond, est demanderesse, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un terrain portant le numéro six cent trente-six, subdivision du lot cent trente-neuf (139-636) du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond, avec bâtisses y érigées."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 21 octobre 1954, par le protonotaire du district d'Arthabaska, à la salle d'audience, à l'hôtel-de-ville de Drummondville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Drummondville, le 10 septembre 1954.

Copie conforme.

L'Avocat de la demanderesse,
PAUL ROUSSEAU.

38059-38-2-o

Sale by Licitaton

Province of Quebec, district, of Arthabaska, Superior Court No. 9387, Dame Éva Carignan, plaintiff vs Éloi Marcotte, defendant and the Registrar of the county of Drummond, Mis-en-cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Drummondville, in the district of Arthabaska, August 24, 1954, in a cause in which Dame Éva Carignan, wife of Éloi Marcotte, of St-Simon of Drummond, is plaintiff, ordering the licitation of an immoveable designated as follows, to wit:

"A parcel of land bearing number six hundred and thirty-six, subdivision of lot on hundred and thirty-nine (139-636) of the cadastre of the township of Grantham, county of Drummond, with buildings thereon erected."

The immoveable hereinabove described shall be put up for auction and adjudged to the last and highest bidder on October 21, 1954, by the prothonotary of the district of Arthabaska, in the court-room of the town hall of Drummondville subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Drummondville, September 10, 1954.

Exact copy.

PAUL ROUSSEAU,
Attorney for the Plaintiff.

38059-38-2

Vente pour taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BOURGET

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du huit septembre 1954, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dûs aux commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Charles Borromée et à la corporation municipale du canton Bourget, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de St-Charles Borromée, lieu ordinaire des sessions du conseil, le DOUZE OCTOBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires dues avant le 30 juin 1954 et les taxes municipales dues le ou avant le 30 juin 1953, auront été payées avec intérêts et frais, avant le moment de la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF TOWNSHIP BOURGET

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by a decree dated the September eighth 1954, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinunder described in payment of tax arrears owing the school commissioners for the municipality of St-Charles Borromée and to the municipal corporation of the township of Bourget, with interest and costs, and that consequently, the said immoveables shall be sold by public auction, in the Public Hall of St-Charles-Borromée, regular meeting place of the Council the TWELFTH day of OCTOBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which all school taxes due prior to June 30, 1954, and all municipal taxes due on or before June 30th., 1953, shall have been paid with interest and costs, before the time of sale.

1.—Eustache Pageau — a) La demie est du lot 49, rang 1, sous billet de location, avec réserve: en faveur de l'Aluminium Company of Canada ou représentants, suivant actes dûment enregistrés, d'une partie dudit lot, des droits privilèges et servitudes sur le résidu; en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, les droits de passage pour une ligne de transmission d'énergie électrique suivant acte enregistré à Chicoutimi.

b) Le lot 48, rang 2, sauf les droits, privilèges et servitudes concédés par actes dûment enregistrés à Price Brothers, Saguenay Transmission Company et la Compagnie Électrique du Saguenay ou leurs représentants.

2.—Joseph Gagné — Le lot 44, rang 2, sauf les droits, privilèges et servitudes concédés à la Compagnie Électrique du Saguenay pour le passage d'une ligne d'énergie électrique.

3.—Armand Racine — Le lot 26, rang 3, sous réserve des droits, privilèges et servitudes concédés à la Compagnie Électrique du Saguenay, pour le passage d'une ligne de transmission d'énergie électrique.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus sont du cadastre officiel du canton Bourget.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Charles, ce 13ième jour du mois de septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
38046-38-2-o JOHN BOISSONNEAULT.

1.—Eustache Pageau — a) The eastern half of lot 49; range 1, under location ticket, with reserve: in favor of the Aluminium Company of Canada or representatives, according to duly registered deeds, of a part of said lot, of the rights, privileges and servitude upon the residue; in favor of the Compagnie Électrique du Saguenay, the rights of way for an transmission power line according to deed registered at Chicoutimi.

b) Lot 48, range 2, save rights, privileges and servitudes conceded by duly registered deeds to Price Brothers, Saguenay Transmission Company and the Compagnie Électrique du Saguenay or their representatives.

2.—Joseph Gagné — Lot 44, range 2, save the rights, privileges and servitudes conceded to the Compagnie Électrique du Saguenay for the passage of an electric power line.

3.—Armand Racine — Lot 26, range 3, under reserve of the rights, privileges and servitude conceded to the Compagnie Électrique du Saguenay, for the passage of a power transmission line.

All the lots or parts of lots mentioned herein above are of the official cadastre of the Bourget township.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies; if any, and with all servitudes both active and passive, apparent and unapparent attached thereto.

The adjudication price for each one of these immoveables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Charles, this 13th day of the month of September, 1954.

JOHN BOISSONNEAULT,
38046-38-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure,
District de St-François,
N° 6065. } PAUL-ÉMILE
BRAZEAU,
avocat, domicilié en
la cité de Sherbrooke,

district de St-François, demandeur vs ROBERT MERCIER & HENRI MERCIER, tous deux de Thetford Mines, district d'Arthabaska, conjointement et solidairement, défendeurs.

Un emplacement situé sur la rue King, en la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent soixante-sept (N° 367) du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit et sous toutes les conditions de concession dudit emplacement par Bail Emphytéotique et à charge d'une rente foncière annuelle au montant de dix dollars (\$10.00) payable à Asbestos Corporation Limited.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court,
No. 6065. } PAUL-ÉMILE
BRAZEAU,
advocate, domiciled in
the city of Sherbrooke,

ke, district of St. Francis, plaintiff vs ROBERT MERCIER & HENRI MERCIER, both of Thetford Mines, district of Arthabaska, jointly and severally, defendants.

An emplacement situated on King Street, in the City of Thetford Mines, known and designated as being lot number three hundred and sixty-seven (No. 367) of the official cadastre of the village of Kingsville, now the City of Thetford Mines, with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies, under reserve of mines and mining rights which may belong to the parties entitled, and under all the concession conditions of said emplacement per Emphyteutic Lease with annual ground-rental in the amount of ten dollars (\$10.00) payable to Asbestos Corporation Limited.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Alphonse de Thetford Mines, MERCREDI, le VINGT-SEPT OCTOBRE 1954 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska ce 21 septembre 1954 38113-39-2-o

To be sold at the Church door of the Parish of St. Alphonse de Thetford Mines, WEDNESDAY the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER 1954 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Arthabaska, this September 21, 1954. 38113-39-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { A DÉLARD TURMEL, ou-
N° 9515 { vrier, demeurant au N°
800 rue Savard, Drummond-ville, comté de Drummond, district d'Arthabaska, demandeur, vs FRANK BOUCHARD, fils, domicilié à Drummondville, défendeur.

Saisies comme appartenant au défendeur:

Les subdivisions numéros 16, 17, 18, du lot numéro 128 du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond;

Les subdivisions numéros 48, 62, 65, 78, 79, 116, 118, 140, 141, 142, 143, 144, 162 du lot numéro 130 du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond;

Les subdivisions numéros 86, 92, 169 du lot numéro 135 du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de l'Immaculée Conception, comté de Drummond, JEUDI le VINGT-HUIT OCTOBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 15 septembre 1954.
38114-39-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { A DÉLARD TURMEL, la-
No. 9515 { bourer, residing at No.
800 Savard Street, Drummond-ville, County of Drummond, district of Arthabaska, plaintiff, vs FRANK BOUCHARD, son, domiciled at Drummondville, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Subdivisions number 16, 17, 18, of lot number 128 of the cadastre of the township of Grantham, County of Drummond;

Subdivisions number 48, 62, 65, 78, 79, 116, 118, 140, 141, 142, 143, 144, 162 of lot number 130 of the cadastre of the Township of Grantham, County of Drummond;

Subdivisions number 86, 92, 169 of lot number 135 of the cadastre of the Township of Grantham, County of Drummond.

To be sold at the parochial church door of l'Immaculée Conception, County of Drummond, THURSDAY the TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Arthabaska, this September 15, 1954.
38114-39-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { JOHN SCHACHTER, de-
N° 5615 { mander, vs KARL HEIS-
TERKAMP, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une certaine ferme connue au cadastre officiel du canton de Brome, comme étant les lots numéros sept cent quarante-quatre, sept cent quarante-six et sept cent soixante-trois (Nos 744, 746 et 763), contenant cent quarante-six acres, plus ou moins. Sauf et excepté deux parties dudit lot N° 744 et une partie du lot N° 763 tel que plus amplement décrit dans l'acte Borrower. Avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St. Édouard de Knowlton, MERCREDI le VINGT-SEPT OCTOBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST. MARTIN.
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q.
Ce 17 septembre 1954. 38108-39-2

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { JOHN SCHACHTER, plain-
No. 5615 { tiff vs KARL HEISTER-
KAMP, defendant.

As belonging to the defendant.

Certain farm property known upon the Official Cadastre for the township of Brome as the lots numbers seven hundred and forty four, seven hundred and forty six and six hundred and sixty three, (Nos. 744, 746, and 763), containing one hundred and forty six acres, more or less. Save and except two parts of the said lot No. 744 and one part of the lot No. 763 as more at length described in the Borrower's deed, with the buildings thereon.

To be sold at the Catholic Church door of St. Édouard de Knowlton, WEDNESDAY OCTOBER TWENTY-SEVENTH 1954, TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q.
This September 17, 1954. 38108-39-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { WILLIAM G É-
Ste-Anne-des-Monts, { RARD, Gaspé, P.
N° 3610. { Q. demandeur vs ROD-
NEY FOURNIER, au-
trefois de Gaspé, et maintenant résidant à Hamilton, Ont. défendeur.

De figure irrégulière, borné vers le Nord par les lots 245 et 119-E-5 vers l'est par les lots

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, { WILLIAM G É-
Ste-Anne-des-Monts, { RARD, Gaspé, P.
No. 3610. { Q. plaintiff vs RODNEY
FOURNIER, heretofore
of Gaspé, and now residing at Hamilton, Ont.,
defendant.

Of irregular form, bounded on the North by lots 245 and 119-E-5 on the East by lots

119-E-5, 119-E-2 et 119-E-1, vers le sud par le lot 119-E-3 et vers l'ouest par le lot 119-F-1; mesurant vingt-cinq pieds (25.0) et vingt cinq pieds (25.0) au nord, vingt-cinq pieds (25.0) et cent vingt-cinq pieds (125.0) à l'est, cinquante pieds (50.0) au sud et cent cinquante pieds (150.0) à l'ouest; contenant en superficie six mille huit cent soixante-quinze pieds carrés (6,875).

Pour être vendus à la porte de l'église de Gaspé, P.Q. JEUDI le 7ième jour d'OCTOBRE 1954 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, P.Q. le 25 août 1954.
 Le Shérif, J. F. MEAGHER. 37948-36-2-o

119-E-5, 119-E-2 and 119-E-1, on the South, by lot 119-E-3 and on the West, by lot 119-F-1; measuring twenty-five feet (25.0) and twenty-five feet (25.0) on the North, twenty-five feet (25.0) and one hundred twenty-five feet (125.0) on the East, fifty feet (50.0) on the South, and one hundred and fifty feet (150.0) on the West; containing a superficial area of six thousand eight hundred and seventy-five square feet (6,875).

To be sold at the church door of Gaspé, P.Q., THURSDAY, the SEVENTH day of OCTOBER, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, P.Q. August 25, 1954.
 J. F. MEAGHER, Sheriff. 37948-36-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province de Québec
 District d'Iberville

Cour Supérieure, N° 7951 { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant; vs GEORGES COURVILLE, de St-Luc, district d'Iberville, intimé;

Comme appartenant à l'intimé:

Une terre située à St-Luc, rang Grande Savanne, avec maison et autres bâtisses y érigées, supposée contenir cent trente sept arpents en superficie et composé:

a) Du lot numéro 94 du cadastre officiel de la paroisse de St-Luc, dont il faut cependant distraire la partie qui en a été vendue à M. Joseph Edmond Gamache par acte enregistré à Saint-Jean sous le numéro 22058;

b) Du lot numéro 55 du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Luc;

c) De la partie du lot numéro cinquante-quatre du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Luc, environ neuf arpents en superficie qui se trouve au nord-ouest du chemin de la Petite Savanne et bornée à un bout par ledit lot numéro cinquante-cinq, à l'autre bout par le chemin de la Petite Savanne, d'un côté par ledit lot numéro 94 et de l'autre côté par le chemin du Petit Rang et partie par partie du lot numéro 53 dudit cadastre, mais dont il faut distraire la partie vendue à la corporation de St-Luc, par l'acte enregistré sous le numéro 48837;

d) De la partie du lot numéro 53 du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Luc, environ trois arpents en superficie, qui se trouve au nord-ouest du chemin de la Petite Savanne et bornée en front, par le chemin de la Petite Savanne, en profondeur et du côté ouest par partie dudit lot numéro cinquante-quatre et côté est par l'ancienne montée du Petit Rang;

Cette terre sera vendue (en bloc) comme formant une même propriété, suivant jugement de l'honorable Juge Antonio Garneau, J.C.S. en date du onze mai 1954.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Jean, le 16 septembre 1954.
 Le Shérif, RICHARD MERCIER. 38096-39-2-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province of Quebec
 District of Iberville

Superior Court No. 7951 { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, petitioner, vs GEORGES COURVILLE, of St-Luc, district of Iberville, respondent.

As belonging to the respondent:

A farm situate at St-Luc, range Grande Savanne, with a house and other buildings thereon erected, supposedly containing one hundred and thirty-seven arpents in superficial area and composed:

a) Of lot number 94 of the official cadastre of the parish of St-Luc, from which must be withdrawn however that part which has been sold to Mr. Joseph Edmond Gamache by registered deed at Saint-John, under number 22058;

b) Of lot number 55 of the official cadastre of the said parish of St-Luc;

c) Of that part of lot number fifty-four of the official cadastre of the said parish of St-Luc, about nine arpents in superficial area with is to be found northwest of the Petite Savanne Road and bounded at one end by the said lot number 94 and on the other side by the Petit Rang Road and partly by part of lot number 53 of the said cadastre, but from which must be withdrawn that part sold to the corporation of St-Luc, by registered deed under number 48837;

d) Of that part of lot number 53 of the official cadastre of the said parish of St-Luc about three arpents in superficial area, which is to be found northwest of the Petite Savanne Road and bounded in front by the Petite Savanne Road, in depth and on the western side by part of the said lot number fifty-four and on the eastern by the old slope of Petit Rang;

This farm shall be sold (in block) as forming a one and the same property, according to judgment rendered of the Honourable Judge Antonio Garneau, J.S.C., dated May eleventh, 1954.

To be sold at the church door of the parish of St-Luc, WEDNEADAY, the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Saint-John, September 16, 1954.
 RICHARD MERCIER, Sheriff. 38096-39-2

numéros trente-deux et trente-trois de la subdivision du lot numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit (1698-32 et 33) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec bâtisses y érigées, tel que le tout, se trouve présentement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUIT OCTOBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Montréal, 30 août 1954. CAISSE & HURTEAU.
 37965-36-2-0

PONTIAC

Canada — Province de Québec
 District de Pontiac

Cour de Magistrat, { LA BANQUE DE
 N° 5118. { MONTRÉAL, un
 corps politique et incorporé,
 dûment constitué en corporation suivant la Loi,
 ayant son siège social en les cité et district de
 Montréal et une succursale et place d'affaires à
 Shawville, district de Pontiac, demanderesse vs
 BERT McLARNON, du canton de Bristol,
 district de Pontiac, défendeur.

Ce certain lot de terre connu et désigné conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bristol, comté de Pontiac, province de Québec, Canada, comme étant le lot numéro trois B (3 B) du deuxième rang (2) dudit canton, avec ensemble la maison et bâtisses dessus érigées, avec tous et aucun des membres et dépendances y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, MARDI le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent cinquante-quatre, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Campbell's Bay, Qué., DOMINIC SLOAN.
 21 septembre 1954. 38116-39-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province de Québec
 District de Rimouski

Cour de Magistrat, { ALEXIS LAVOIE, com-
 N° 28,303 { merceant, de St-Ro-
 bert, district de Rimouski,
 demandeur vs, HENRI LAPLANTE, d'Amqui,
 district de Rimouski, défendeur.

1° Un terrain situé dans la paroisse de St-Benoît Joseph Labre d'Amqui, contenant un arpent en superficie, compris entre le fronteau du rang six (6) et le chemin nouveau, étant partie du lot connu et désigné sous le N° quarante-sept (P-47) du cadastre officiel du rang cinq (5) du canton Humqui, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre située au même lieu, mesurant cent acres (100) en superficie étant la partie à l'ouest de la rivière Humqui, les lots connus et désignés sous les Nos quarante-huit (48) quarante-neuf-A (49-A) et quarante-neuf B. (49-B) du rang cinq (5) du canton Humqui avec bâtisses dessus y érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de Amqui, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE, 1954, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
 Rimouski, 30 août 1954. JACQUES MARTIN.
 37967-36-2-0

of lots numbers thirty-two and thirty-three of the subdivision of lot number sixteen hundred ninety-eight (1698-32 and 33) on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, with buildings thereon erected, as the whole now stands.

To be sold at my office in the city of Montreal on OCTOBER EIGHTH, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
 Montreal, August 30, 1954. Sheriff.
 37965-36-2

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
 District of Pontiac

Magistrate's Court, { THE BANK OF
 No. 5118. { MONTREAL, a bo-
 dy politic and corporate
 duly incorporated according to law, having its
 head office within the city and district of Mont-
 real and a branch office and place of business at
 Shawville, district of Pontiac, plaintiff vs
 BERT McLARNON, of the Township of Bristol,
 district of Pontiac, defendant.

That certain lot of land known and designated according to the Official Plan and Book of Reference for the Township of Bristol, in the County of Pontiac, province of Quebec, Canada, as lot number three B (3. B) in the second range (2) of the said Township, together the house and buildings thereupon erected, with all and every the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in Campbell's Bay, on TUESDAY the TWENTY-SIX day of OCTOBER, in the year One thousand nine hundred and fifty-four, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN,
 Campbell's Bay, Que., Sheriff.
 September. 21st, 1954. 38116-39-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province of Quebec
 District of Rimouski

Magistrate's Court, { ALEXIS LAVOIE, deal-
 No. 28,303 { er, of St-Robert, dis-
 trict of Rimouski, plaintiff,
 vs HENRI LAPLANTE, of Amqui, district of
 Rimouski, defendant.

1. A parcel of land situate in the parish of St-Benoit Joseph Labre of Amqui, containing an arpent in superficial area, contained between the front line of range six (6) and the new road, being part of lot known and designated under No. forty-seven (P-47) of the official cadastre of range five (5) of the Humqui township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the same place, measuring one hundred acres (100) in superficial area being that part west of the Humqui River, lots known and designated under Nos. forty-eight (48) forty-nine-A. (49-A) and forty-nine-B. (49-B) of range five (5) of Humqui township with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Amqui on the SIXTH day of OCTOBER, 1954, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JACQUES MARTIN,
 Rimouski, August 30, 1954. Deputy-Sheriff.
 37967-36-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Gaspé

Cour Supérieure, No 16,162. { ALPHÉE GAGNON, restaurateur, de la Ville de Rimouski, district de Rimouski, demandeur; vs LÉONARD GAGNON & GEORGES MARIE GAGNON, tous deux de Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, conjointement et solidairement, défendeurs.

1° Une terre située au premier rang (1) de Ste-Anne-des-Monts avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant le N° treize (13) et faisant en outre partie du lot N° quatorze-A (14-A) du cadastre officiel du canton Cap-Chat et connu au cadastre révisé sous les Nos 13-1, 13-2, 14-A-1, 14-A-3, bornée au nord partie par le fleuve St-Laurent et partie par le terrain de Johnny Edwards, à l'est partie par Johnny Edwards et partie par Xavier Tanguay et Nazaire Levesque, au sud au Petit-Rang Ste-Anne et le deuxième rang (2), à l'ouest par Ernest Levesque.

2° Une autre terre située au deuxième rang (2), avec les bâtisses étant partie du lot huit-deux (8-2) et le lot neuf-un (9-1) du cadastre officiel du canton Cap-Chat, bornée au nord au premier rang (1), à l'est à Adolphe Perrée, au sud au 3ième rang et à l'ouest à Émile Tanguay.

3° Une autre terre au 4ième rang, avec bâtisses, étant le lot N° onze-deux (11-2) et partie du lot douze-un (12-1) du cadastre officiel du Canton Cap-Chat, bornée au nord au 3ième rang, à l'ouest à Nazaire Levesque, au sud au 5ième rang et à l'est à Georges Fournier.

Pour être vendues à la porte de l'Église de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, le SEPT OCTOBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, Rimouski, 30 août 1954. JACQUES MARTIN. 37966-36-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat No 14965 { JOSEPH DESROCHERS, journalier, domicilié à Granada, district de Rouyn-Noranda, demandeur vs ALBERT SABOURIN, journalier, domicilié à 3991 rue Lesage, Verdun, district de Montréal, défendeur.

Une maison située sur le lot numéro quarante-trois (43) dans le canton Rouyn (McWatters).

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean l'Évangéliste de McWatters, P.Q., le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Rouyn, le 20 septembre 1954. J. H. CHARBONNEAU. 38097-39-2-o [1ère insertion le 25 septembre 1954]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat No 14950 { J. L. PAYEUR, marchand, domicilié à Evain, district de Rouyn-Noranda, demandeur, vs RICHARD PILON, résidant à Evain, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Les droits acquis sur le lot quarante-neuf (49) du rang neuf (9), du canton Beauchastel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Gaspé

Superior Court, No. 16,162. { ALPHÉE GAGNON, restaurant-keeper, of the town of Rimouski district of Rimouski, plaintiff; vs LÉONARD GAGNON & GEORGES MARIE GAGNON, both of Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, jointly and severally, defendants.

1. A farm situate in the first range (1) of Ste-Anne-des-Monts with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bearing No. thirteen (13) and moreover forming, part of lot No. fourteen-A (14-A) of the official cadastre of the township of Cap-Chat and known on the revised cadastre under Nos 13-1, 13-2, 14-A-1, 14-A-3, bounded on the northern part by the St. Lawrence River and partly by the land of Johnny Edwards, on the East, partly by Johnny Edwards and party by Xavier Tanguay and Nazaire Levesque, on the South by the Petit-Rang Ste-Anne and the second range (2), on the West, by Ernest Levesque.

2. Another farm situate on the second range (2) with buildings being part of lot eight-two (8-2) and lot nine-one (9-1) of the official cadastre of the township of Cap-Chat, bounded on the North by the first range (1), on the East, by Adolphe Perrée, on the South on the 3rd range and on the West by Émile Tanguay.

3. Another farm on the 4th range, with buildings, being lot No. eleven-2 (11-2) part part of lot twelve-one (12-1) of the official cadastre of the Township of Cap-Chat, bounded on the North by the 3rd range, on the West, by Nazaire Levesque, on the South, by the 5th range and on the East, by Georges Fournier.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne-des-Monts, OCTOBER SEVENTH, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Rimouski, August 30, 1954. Deputy-Sheriff. 37966-36-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court No. 14965 { JOSEPH DESROCHERS, laborer, domiciled at Granada, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs ALBERT SABOURIN, laborer, domiciled at 3991 Lesage Street, Verdun, district of Montreal, defendant.

A house situated on lot number forty-three (43) in Rouyn township (McWatters).

To be sold at the Church door of St-Jean l'Évangéliste de McWatters, P.Q., on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Rouyn, September 20th, 1954. Sheriff. 38097-39-2-o [1st insertion September 25th, 1954]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court No. 14950 { J. L. PAYEUR, merchant, domiciled at Evain, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs RICHARD PILON, residing at Evain, district of Rouyn-Noranda, defendant.

The acquired rights on lot forty-nine (49) of Range nine (9), of Beauchastel township, with buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St. Bernard de Beauchastel (Evain), P. Q., le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shériff,
Bureau du Shériff, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 20 septembre 1954. 38098-39-2-o
[1ère insertion le 25 septembre 1954]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { CANADIAN PITTS-
N° 15,754. BURGHI INDUSTRIES
LTD; corps politique avec
bureau d'affaires à 90 Côte de la Montagne
Québec, demanderesse, vs LUDGER THÉ-
RIAULT, journalier de Hauterive, canton La-
flèche, district Saguenay, défendeur.

Le lot 7-45, borné vers le nord par le lot 7-54, vers l'est par le lot 7-44, vers le sud par la rue de Puyjalon et vers l'ouest par le lot 7-46 mesurant 70 pieds de largeur par 157.5 pieds de profondeur; contenant en superficie 11,025 pieds carrés; évalué au conseil Municipal à \$500.00; et sur lequel est construite une résidence privée évalué à \$10,500.

2° Le lot 7-39, borné vers le nord par le lot 7-161, vers l'est par le lot 7-138, vers le sud par le boulevard Joliet et vers l'ouest par les lots 7-140, 7-162, et 7-163; mesurant 70 pieds de largeur par 190 pieds de profondeur à l'est et 215 pieds à l'ouest; contenant en superficie 14,175 pieds carrés évalué à \$500.00 et sur lequel est construit deux petits hangars dont un habitable, évalué à \$400.00.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Hauterive, district Saguenay, VENDREDI, le VINGT-DEUX OCTOBRE 1954 à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 27 d'août 1954.

Le Shérif,
37949-36-2-o PIERRE NÉRON.

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { DR. VICTOR LACOUR-
N° 7664. CIÈRE, médecin prati-
quant à La Malbaie, Cté
Charlevoix, demandeur vs ULDÉRIC KELLEY,
entrepreneur forestier, St-Aimé des Lacs, dans
le comté de Charlevoix, défendeur;

Un certain terrain ou emplacement situé dans la paroisse de Ste-Agnès, faisant partie du lot deux-cent soixante-treize (P. 273) du cadastre officiel pour ladite paroisse de Ste-Agnès, sur le côté sud-ouest du chemin public, contenant 60 pieds de largeur sur le chemin public et 100 pieds de profondeur à partie dudit chemin public et borné comme suit: en front au nord-est au chemin public, d'un côté au nord à un chemin privé vendu à Mr. M. Ferron, et des deux autres côtés, au reste dudit lot appartenant au vendeur, avec bâtisses, dépendances et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Aimé des Lacs, MARDI, le CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 20 août 1954.
Le Député-Shérif,
JEAN-BAPTISTE CARRÉ.
37952-36-2-o

To be sold at the church door of St. Bernard de Beauchastel, (Evain), P.Q., on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, September 29th, 1954. 38098-39-2-o
[1st insertion September 25th, 1954]

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { CANADIAN PITTS-
No. 15,754. BURGHI INDUSTRIES
LTD; a body politic with
office at 90 Mountain Hill, Quebec, plaintiff,
vs LUDGER THÉRIAULT, journeyman of
Hauterive, Township of Laffèche, district of
Saguenay, defendant.

Lot 7-45, bounded northwards by lot 7-54, eastwards by 7-44 southwards by the Puyjalon Street and westwards by lot 7-46, measuring 70 feet in width by 157.5 feet in depth; containing an area of 11,025 square feet, valued by the Municipal Council at \$500.00; on which is erected a private residence valued at \$10,500.

2. Lot 7-39, bounded northwards by lot 7-161, eastwards by No. 7-138, southwards by Joliet Boulevard and westwards by lots 7-140, 7-162, and 7-163; measuring 70 feet in width by 190 feet in depth easterly, and 215 feet westerly; containing an area of 14,175 square feet valued at \$500.00 and on which is erected two small hangars, one of which is fit for habitation, valued at \$400.00.

To be sold at the parochial church door of Hauterive, district of Saguenay, FRIDAY, the TWENTY-SECOND day of OCTOBER, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this August 27th, 1954.

37949-36-2-o PIERRE NÉRON,
Sheriff.

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { DR. VICTOR LACOUR-
No. 7664. CIÈRE, practising phy-
sician of La Malbaie, county
of Charlevoix, plaintiff, vs ULDÉRIC KELLEY,
forestry contractor, At-Aimé des Lacs, in the
county of Charlevoix., defendant;

A certain lot of land or emplacement situate in the parish of Ste-Agnès, forming part of lot two hundred and seventy-three (Pr. 273) of the official cadastre for the said parish of Ste-Agnès, on the southwest side of the public highway, containing 60 feet in width along the public highway and 100 feet in depth from the said public highway and bounded as follows: in front on the northeast by the public highway, on one side on the North by a private road sold to Mr. M. Ferron, and on the other two sides, by the remaining part of the said lot belonging to the seller, with buildings and dependencies and circumstances.

To be sold at the parochial church door of St-Aimé des Lacs, TUESDAY, the FIFTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-four, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this 20th day of August, 1954.

JEAN-BAPTISTE CARRÉ,
Deputy-Sherif.
37952-36-2

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **ELPHÈGE GUIMONT**, ga-
N° 15,716. { raliste de Baie Comeau
faisant affaires sous la raison
sociale de Garage Guimont & Fils Enrg. deman-
deur, vs **ALFRED DUCHAINE**, journalier de
Canton Latour, Saguenay dit district, défen-
deur.

Un emplacement situé dans le Canton Latour,
faisant partie du lot N° 33 avec bâtisses cons-
truite dessus, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Ste-Thérèse de Colombier, comté Sa-
guenay, JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour
du mois d'OCTOBRE à DEUX heures de l'après-
midi.

Et j'ai signé ce 27ième jour du mois d'août
1954.

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.
37950-36-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **ELPHÈGE GUIMONT**, ga-
No. 15,716. { rage-keeper of Baie Co-
meau, carrying on business
under the firm name of Garage Guimont & Fils
Enrg, plaintiff, vs **ALFRED DUCHAINE**, jour-
neyman of the township of Latour Saguenay
said district, defendant.

An emplacement situate in the township of
Latour, forming part of lot No. 33 with build-
ings erected thereon, circumstances and de-
pendencies.

To be sold at the parochial church door of Ste.
Thérèse de Colombier, county of Saguenay,
THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of the
month of OCTOBER at TWO o'clock in the
afternoon.

And I have signed this 27th day of the month
of August, 1954.

PIERRE NÉRON,
Sheriff.
37950-36-2-0

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **ROMÉO AUDET**, com-
N° 4738. { mercant de Baie St-
Paul demandeur, vs **JOSEPH
ÉLIE TREMBLAY**, St-Agnès, défendeur.

Une certaine terre située en la paroisse de St-
Agnès en la première concession du Ruisseau
de Fresne, pouvant mesurer trois arpents de
largeur sur quarante arpents de profondeur,
étant et composant les lots de terre numéros
cent trente sept et cent trente huit, (137) (138)
sur les plan et livre de renvoi, du cadastre officiel
pour la paroisse de St-Agnès, ensembles avec
toutes bâtisses dessus construites circonstances
et dépendances; tenant la dite terre d'un côté
au sud-ouest, à la terre de Polycarpe Bergeron;
tenant d'autre côté, au nord-ouest à la terre
d'Elzéard Tremblay.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Agnès, JEUDI le 14 OCTOBRE 1954,
à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 25 août 1954.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
PIERRE NÉRON.
37951-36-2-0

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **COME LAJOIE**, de St-
N° 8213. { Denis-sur-Richelieu, de-
mandeur; vs **ERNEST LA-
PERLE**, du même endroit, défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé dans la première concession
de la paroisse de St-Denis, connu et désigné
comme étant partie du lot numéro deux cent
quarante (ptie 240) aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de Saint-Denis, comté de
Saint-Hyacinthe; tenant, ce terrain, d'un bout,
à la route actuelle N° 21; d'autre bout à la rivière
Richelieu; d'un côté à J. Bte Paré; d'autre côté
à partie-240 appartenant à Henri alias Ferdinand
Laperle; et contenant une largeur de soixante-
quinze pieds, m.a., sur la profondeur comprise
entre le chemin public et la rivière Richelieu.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Denis-sur-Richelieu, le MERCRE-

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **ROMÉO AUDET**, dealer
No. 4738. { of Baie St-Paul, plain-
tiff, vs **JOSEPH ÉLIE
TREMBLAY**, St-Agnès, defendant.

A certain farm situate in the parish of St-
Agnès, in the first concession of "Ruisseau de
Fresne", which may measure about three arpents
in width by forty arpents in depth, being and
composing the lots of land numbers one hundred
and thirty-seven and one hundred and thirty-
eight, (137 & 138) on the official cadastral plan
and book of reference for the parish of St-Agnès,
together with all buildings thereon erected,
circumstances and dependencies: adjoining the
said farm on one side on the southwest, by the
farm of Polycarpe Bergeron; adjoining on the
other side, on the northwest by the farm of
Elzéard Tremblay.

To be sold at the parochial church door of
St-Agnès, THURSDAY, the FOURTEENTH
day of OCTOBER, 1954, at TWO o'clock in the
afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this 25th
day of August, 1954.

Sheriff's Office, **PIERRE NÉRON**,
Sheriff.
37951-36-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { **COME LAJOIE**, of St-De-
No. 8213. { nis-sur-Richelieu plain-
tiff; vs **ERNEST LAPERLE**,
of the same place, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A piece of land situate in the first range of
the parish of St-Denis, known and designated
as being part of lot number two hundred and
forty (Pt. 240) on the official plan and book of
reference of the parish of St-Denis, in the county
of St-Hyacinthe; bounded, to one end, by road
No. 21; to the other end, by Richelieu River;
to one side by J. Bte Paré; to the other side by
part of lot 240 belonging to Henri alias Ferdinand
Laperle; containing 75 feet in width, e.m., by
the whole depth included between the public
road and Richelieu River.

To be sold at the parochial church-door of
Saint-Denis-sur-Richelieu, WEDNESDAY, OC-

DI, VINGT-SEPT OCTOBRE 1954, à DIX heures et DEMI a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET,
St-Hyacinthe, ce 22 septembre 1954.
38115-39-2-o

TOBER TWENTY-SEVENTH, 1954, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, September 22th, 1954.
38115-39-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { ALBERT ARSENAULT,
N° 348760 { domicilié à Ville St-Laurent, district de Montréal, commerçant de meubles et accessoires électriques, faisant affaires seul comme tel sous les nom et raison sociale de: ARSENAULT ENRG., demandeur, vs LUCIEN ALIAS LOUIS ROCHON, de Pine Beach, St-Eustache, district de Terrebonne, défendeur.

"Les lots de terre numéros 124 et 126 de la subdivision du lot originaire numéro 136 au plan et livre de renvoi officiels fait pour la paroisse de St-Eustache, avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Eustache le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1954 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE,
St-Jérôme, ce 20 septembre 1954.
38099-39-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { ALBERT ARSENAULT,
No. 348760 { domiciled in the town of St. Laurent, district of Montreal, dealer in furniture and electrical appliances, carrying on business alone under the name and style of ARSENAULT ENRG., plaintiff, vs LUCIEN ALIAS LOUIS ROCHON, of Pine Beach, St. Eustache, district de Terrebonne, defendant.

"Lots of land number 124 and 126 of the subdivision of original lot number 136 on the official plan and book of reference for the parish of St. Eustache, with buildings erected thereon."

To be sold at the Catholic Church door of the parish of St. Eustache, the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St. Jérôme, this September 20th, 1954.
38099-39-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 39

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2857 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2857

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Amicale St-Philippe Inc. (Directeurs) . . .	2878
Bagotville, ville de (Tirage d'obligations)	2881
Canuba Manganese Mines Limited (Vente d'actions)	2881
Choquette & Compagnie Limitée (Directeurs)	2881
Diamond Tea Gown (Canada) Ltd. (Directeurs)	2881
Electronics & Television Workers Ass'n (Formation)	2880
English, William D. (Membre)	2879
La Coopérative d'Électricité des Colom-biers (Extinction)	2878
La Fédération des Employés de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec — The Jewellery and Horlogy Employees Federation of Quebec (Formation) . .	2879
La Photographure Artistique Ltée (Dist. de l'actif)	2882
L'Association des Diplômés du Cours du Soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc. (Règlements)	2879
Paint Workers Credit Union (Fonda-tion)	2879
Syndicat de Guyenne (Fondation) . . .	2881
The New Zealand Shipping Company (Limited) (Nomination d'agent) . . .	2880
Thomas Robertson & Company, Li-mited (Dist. de l'actif)	2880

Amicale St-Philippe Inc. (Directors) . . .	2878
Bagotville, town of (Drawing of bonds) .	2881
Canuba Manganese Mines Limited (Sale of shares)	2881
Choquette & Compagnie Limitée (Di-rectors)	2881
Diamond Tea Gown (Canada) Ltd. (Directors)	2881
Electronics & Television Workers Ass'n (Formation)	2880
English, William D. (Member)	2879
La Coopérative d'Électricité des Colom-biers (Dissolution)	2878
La Fédération des Employés de Bijou-terie et d'Horlogerie du Québec — The Jewellery and Horlogy Employees Federation of Quebec (Formation) . .	2879
La Photographure Artistique Ltée (Dist. of the assets)	2882
L'Association des Diplômés du Cours du Soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc. (By-Laws)	2879
Paint Workers Credit Union (Founda-tion)	2879
Syndicat de Guyenne (Foundation) . . .	2881
The New Zealand Shipping Company (Limited) (Appointment of agent) . .	2880
Thomas Robertson & Company, Li-mited (Dist. of the assets)	2880

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront
présentés pendant la prochaine session 2882

CHARTES — ABANDON DE:

Armoba Investments Limited..... 2882
La Photogravure Artistique Ltée..... 2882
Robitaille, Desmarais & Belisle Inc..... 2882
Stanbrook Apts. Inc..... 2882
The British Tire Company of Canada
Limited..... 2882
Westbury Development Co. Limited.. 2883

COMPAGNIES DISSOUTES:

Oldfield Realities Inc..... 2883
Quebec Northwest Products Inc..... 2884

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Delson, village de *et al.*..... 2884
Lachute, ville de..... 2884
Reinhardt-Drolet, Dame Fabiola..... 2884

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° L-42A — Province..... 2885
Ordonnance N° 75-54 — Mégantic..... 2885

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

St-Jules..... 2886

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Ste-Foy, paroisse de..... 2886
Ste-Foy, paroisse de..... 2887
Ware, canton de..... 2887

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-François (Modification).. 2887
Chaussure (Modification)..... 2889
Imprimerie dans l'Île de Montréal (Modification)..... 2887

VOIRIE:

Fermeture de chemins..... 2892

DÉPUTÉ ÉLU:

French, John W..... 2892

LETTRES PATENTES:

American Lithium Company Ltd..... 2858
Angle Construction Co. Ltd..... 2859
Army, Nany and Air Force, Succursale 322..... 2859
Atlas Textiles Ltd..... 2859
Auberge du Boulevard Laurier Ltée — Boulevard Laurier Inn, Ltd..... 2860
Auto Radiator Mfg. Ltd..... 2860
Bartex Inc..... 2860
Beaurivage Gardens Ltd. — Ltée..... 2861
Cambrai Theatre Co. Ltd..... 2861
Centre Manufacturing Co. Ltd..... 2861
Classy Furniture & Television Ltd. (Correction)..... 2862

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning to private bills to be introduced during the coming session.... 2882

CHARTERS — SURRENDER OF:

Armoba Investments Limited..... 2882
La Photogravure Artistique Ltée..... 2882
Robitaille, Desmarais & Belisle Inc..... 2882
Stanbrook Apts. Inc..... 2882
The British Tire Company of Canada
Limited..... 2882
Westbury Development Co. Limited.. 2883

COMPANIES DISSOLVED:

Oldfield Realities Inc..... 2883
Quebec Northwest Products Inc..... 2884

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Delson, village of *et al.*..... 2884
Lachute, town of..... 2884
Reinhardt-Drolet, Dame Fabiola..... 2884

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. L-42A — Province..... 2885
Order No. 75-54 — Mégantic..... 2885

ÉDUCATION:

School Municipality of:

St-Jules..... 2886

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ste-Foy, parish of..... 2886
Ste-Foy, parish of..... 2887
Ware, township of..... 2887

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barber and hairdressing in the district of St. Francis (Amendment)..... 2887
Shoe (Amendment)..... 2889
Printing in the Island of Montreal (Amendment)..... 2887

ROADS:

Roads closed..... 2892

MEMBER ELECTED:

French, John W..... 2892

LETTERS PATENT:

American Lithium Company Ltd..... 2858
Angle Construction Co. Ltd..... 2859
Army, Nany and Air Force, Succursale 322..... 2859
Atlas Textiles Ltd..... 2859
Auberge du Boulevard Laurier Ltée — Boulevard Laurier Inn, Ltd..... 2860
Auto Radiator Mfg. Ltd..... 2860
Bartex Inc..... 2860
Beaurivage Gardens Ltd. — Ltée..... 2861
Cambrai Theatre Co. Ltd..... 2861
Centre Manufacturing Co. Ltd..... 2861
Classy Furniture & Television Ltd. (Correction)..... 2862

Compagnie Canadienne des Eaux et de l'Ozone Ltée — Canadian Waterworks & Ozone Company Ltd.....	2862	Compagnie Canadienne des Eaux et de l'Ozone Ltée — Canadian Waterworks & Ozone Company Ltd.....	2862
Crown Thread Co. Ltd.....	2862	Crown Thread Co. Ltd.....	2862
Don Sanders Transportation Ltd.....	2863	Don Sanders Transportation Ltd.....	2863
Eastern Electrical Supply Co. Ltd.....	2863	Eastern Electrical Supply Co. Ltd.....	2863
Épicerie de St-Félicien Limitée.....	2863	Épicerie de St-Félicien Limitée.....	2863
Excel Automobiles Ltd.....	2864	Excel Automobiles Ltd.....	2864
Finco Incorporée — Finco Incorporated.	2864	Finco Incorporée — Finco Incorporated.	2864
Garage Bergeron Limitée — Garage Bergeron Limited.....	2864	Garage Bergeron Limitée — Garage Bergeron Limited.....	2864
Garage Esterel Inc.....	2865	Garage Esterel Inc.....	2865
Gérard Pelletier & Fils Inc.....	2865	Gérard Pelletier & Fils Inc.....	2865
Glass Sterilizers Limited.....	2865	Glass Sterilizers Limited.....	2865
Hallé & Duquette Inc.....	2866	Hallé & Duquette Inc.....	2866
Italian Fancy Leather Goods Inc.....	2866	Italian Fancy Leather Goods Inc.....	2866
J. B. Laplante, Inc.....	2866	J. B. Laplante, Inc.....	2866
Jean Talon Enterprises Limited.....	2867	Jean Talon Enterprises Limited.....	2867
J. Marcel Jobin Development Co. Ltd.	2867	J. Marcel Jobin Development Co. Ltd.	2867
J.-R. Gagnon, Ltée.....	2867	J.-R. Gagnon, Ltée.....	2867
La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators.....	2868	La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators.....	2868
La Filature d'Amboise Ltée.....	2868	La Filature d'Amboise Ltée.....	2868
Lambert Construction Ltée.....	2868	Lambert Construction Ltée.....	2868
Les Agences de Lévis Ltée.....	2869	Les Agences de Lévis Ltée.....	2869
Les Entrepôts Lévisiens Inc.....	2869	Les Entrepôts Lévisiens Inc.....	2869
L.-P. Levêque & Frère Ltée.....	2869	L.-P. Levêque & Frère Ltée.....	2869
L. P. Tremblay Construction Limited..	2870	L. P. Tremblay Construction Limited..	2870
Ludovic Charest Inc.....	2870	Ludovic Charest Inc.....	2870
Manoir de Lévis Ltée.....	2870	Manoir de Lévis Ltée.....	2870
Matapedia Oil and Mining Development Corporation.....	2871	Matapedia Oil and Mining Development Corporation.....	2871
M. St-Denis Co.....	2871	M. St-Denis Co.....	2871
Papermaster Inc.....	2871	Papermaster Inc.....	2871
Portal Heights Development Inc.....	2872	Portal Heights Development Inc.....	2872
Pressage Éclair Inc.....	2872	Pressage Éclair Inc.....	2872
Rex Automobiles Ltd.....	2872	Rex Automobiles Ltd.....	2872
Roger R. Bélanger Ltée — Roger R. Bélanger Ltd.....	2873	Roger R. Bélanger Ltée — Roger R. Bélanger Ltd.....	2873
R. Roux Inc.....	2873	R. Roux Inc.....	2873
Sam Julius Inc.....	2873	Sam Julius Inc.....	2873
Schlaer Jewellery Supply Inc.....	2874	Schlaer Jewellery Supply Inc.....	2874
Ste Dorothée Country Golf Course (Club de Golf de Ste-Dorothée).....	2874	Ste Dorothée Country Golf Course (Club de Golf de Ste-Dorothée).....	2874
St. Martin Supplies Inc.....	2874	St. Martin Supplies Inc.....	2874
Supersales Inc.....	2875	Supersales Inc.....	2875
Terra Realities Ltd.....	2875	Terra Realities Ltd.....	2875
Town Mortgage Corporation.....	2875	Town Mortgage Corporation.....	2875
Vallée Industries Ltd.....	2876	Vallée Industries Ltd.....	2876
Vaudreuil Enterprises Inc.....	2876	Vaudreuil Enterprises Inc.....	2876
W. Loiselle & Fils Ltée.....	2876	W. Loiselle & Fils Ltée.....	2876
Z. Blache Inc.....	2877	Z. Blache Inc.....	2877

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Canadian Journal of Commerce Inc....	2877
Regent Shoe Supplies Limited.....	2878
United Industrial Suppliers Company Ltd.....	2878

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	2892
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Chevaliers de Colomb, Conseil de: Waterloo, N° 2077.....	2893
Modern Paving & Construction Ltd....	2893
Quebec Tungsten Ltd.....	2894
Saint-Jude Gold Mines Limited.....	2893

SOUMISSIONS:

Farnham, partie est, canton de.....	2899
-------------------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Canadian Journal of Commerce Inc....	2877
Regent Shoe Supplies Limited.....	2878
United Industrial Suppliers Company Ltd.....	2878

PROCLAMATIONS:

Covocation of the Legislature for the dispatch of business.....	2892
---	------

HEAD OFFICES:

Knights of Columbus, Council of: Waterloo, No. 2077.....	2893
Modern Paving & Construction Ltd....	2893
Quebec Tungsten Ltd.....	2894
Saint-Jude Gold Mines Limited.....	2893

TENDERS:

Farnham, East Part, township of....	2899
-------------------------------------	------

Lauzon, cité de	2901	Lauzon, city of	2901
Noranda, commissaire d'écoles protestantes de Noranda	2894	Noranda, Protestant School Commissioners of	2894
Richmond, commissaires d'écoles protestantes de	2895	Richmond, Protestant School Commissioners of	2895
Sherbrooke, cité de	2898	Sherbrooke, city of	2898
St-Eustache, ville de	2902	St-Eustache, town of	2902
St-Hilaire, syndics d'écoles protestantes du village de	2903	St. Hilaire, Protestant School Trustees of the village of	2903
St-Thomas-Didyme, commissaires d'écoles de	2900	St-Thomas-Didyme, School Commissioners of	2900
Victoriaville, ville de	2906	Victoriaville, town of	2906
Waterloo, commissaires d'écoles catholiques de la ville de	2905	Waterloo, Catholic School Commissioners of the town of	2904
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Maurice, Léon	2906	Maurice, Léon	2906
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Carignan vs Marcotte	2907	Carignan vs Marcotte	2907
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bourget, canton de	2907	Bourget, township of	2907
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Brazeau vs Mercier <i>et al.</i>	2908	Brazeau vs Mercier <i>et al.</i>	2908
Turnel vs Bouchard	2909	Turnel vs Bouchard	2909
BEDFORD:		BEDFORD:	
Schachter vs Heisterkamp	2909	Schachter vs Heisterkamp	2909
GASPÉ:		GASPÉ:	
Gérard vs Fournier	2909	Gérard vs Fournier	2909
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Courville	2910	Quebec Farm Credit Bureau vs Courville	2910
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Poirier	2911	Quebec Farm Credit Bureau vs Poirier	2911
MONTREAL:		MONTREAL:	
General Contractors & Builders Inc. vs Langevin	2911	General Contractors & Builders Inc. vs Langevin	2911
Vaillancourt vs Brault	2911	Vaillancourt vs Brault	2911
PONTIAC:		PONTIAC:	
La Banque de Montréal vs McLarnon	2912	The Bank of Montreal vs McLarnon	2912
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Gagnon vs Gagnon <i>et al.</i>	2713	Gagnon vs Gagnon <i>et al.</i>	2913
Lavoie vs Laplante	2712	Lavoie vs Laplante	2912
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
Desrochers vs Sabourin	2913	Desrochers vs Sabourin	2913
Payeur vs Pilon	2913	Payeur vs Pilon	2913
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Audet vs Tremblay	2915	Audet vs Tremblay	2915
Canadian Pittsburgh Industries Ltd. vs Thériault	2914	Canadian Pittsburgh Industries Ltd. vs Thériault	2914
Guimont vs Duchaine	2915	Guimont vs Duchaine	2915

Lacourcière vs Kelley	2914	Lacourcière vs Kelley	2914
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Lajoie vs Laperle	2915	Lajoie vs Laperle	2915
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Arsenault vs Rochon	2916	Arsenault vs Rochon	2916
38075-o		38075-o	